



RAPPORT FINANCIER ANNUEL

31 décembre 2015

SOMMAIRE

ATTESTATION DU RAPPORT FINANCIER ANNUEL.....	3
RAPPORT DE GESTION.....	5
RAPPORT GÉNÉRAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS	9
ETATS FINANCIERS CONSOLIDÉS	12
RAPPORT GÉNÉRAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES STATUTAIRES	57
ETATS FINANCIERS STATUTAIRES.....	60
HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES	89



ATTESTATION DU RAPPORT FINANCIER ANNUEL

31 décembre 2015

Attestation de la personne physique responsable du rapport financier annuel

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation. Le rapport de gestion ci-joint présente un tableau fidèle de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes auxquels elles sont confrontées. Le rapport de gestion inclus dans le présent rapport financier ne contient pas toutes les informations visées par le code de commerce. Celles-ci seront incluses dans le rapport de gestion qui sera présenté à l'assemblée générale des actionnaires.



Le 22 mars 2016
Le Président du Conseil d'Administration
Dominique Thormann



RAPPORT DE GESTION

31 décembre 2015

GROUPE DIAC - ACTIVITE COMMERCIALE (A FIN DECEMBRE 2015)**Les immatriculations**

Le marché automobile toutes marques est en hausse de 5,9% par rapport à fin décembre 2014, avec 2.30 millions de véhicules vendus.

Dans ce contexte, Renault atteint un volume de 507 138 immatriculations, pour une part de marché VP+VU en hausse de 0,3pt à 22,1%.

81 362 véhicules Nissan ont été immatriculés depuis le début de l'année, en hausse de +7,1% par rapport à l'année dernière. La part de marché de la marque est stable à 3,5%.

Les ventes de Dacia représentent 100 035 immatriculations, en baisse de 5,5% par rapport à l'année dernière. La part de marché baisse de 0,5pt à 4,4%.

L'activité du Groupe Diac

Le Groupe Diac a réalisé 384 409 nouveaux dossiers, contre 325 976 en 2014. La performance commerciale du Groupe Diac est en hausse en 2015, la pénétration VN toutes marques s'établissant à 42,4% (+4.4 pts par rapport à 2014).

La marge acquise complète s'établit à 350,5 Meur.

▪ En VN Renault,

Les volumes financés s'inscrivent à 219 752 dossiers, en hausse de +19,6% par rapport à 2014. Le taux de pénétration sur immatriculations Renault s'établit à 43,3%, en hausse de +4,4 pt par rapport à 2014.

DIAC (121 482 dossiers contre 99 164 en décembre 2014)

La performance de Diac s'inscrit en hausse par rapport à l'an passé. Le taux de pénétration sur les particuliers augmente de +10,8 pts passant de 35,5% à 46,2%.

DIAC LOCATION (98 276 dossiers contre 84 630 en décembre 2014)

La croissance sur l'activité entreprise est principalement sur les segments Overlease (+2 226 dossiers) et DL Clients (+3 857 dossiers).

- **En VN + VO Nissan,** les financements sont en net développement avec 34 805 dossiers réglés, consécutifs à la hausse des immatriculations VN de Nissan et de la performance commerciale de Nissan Finance.
- **L'activité VO Renault** est en hausse par rapport à 2014 avec 80 289 dossiers réglés en 2015 avec notamment une amélioration des dossiers à particulier (+ 3 888 dossiers à particulier de plus en 2015).
- **L'activité Dacia** est en hausse. Le taux d'intervention VN gagne 6,1 pts passant de 37,3% en 2014 à 43,4% en 2015. Le nombre de dossiers réglés VN+VO en 2015 est en hausse à 48 909 (contre 44 212 en 2014).

Les montants financés s'élèvent à 4,51 Geur contre 3,73 Geur en 2014 (soit +20,5%).

- Les **financements aux réseaux (activité COGERA)** affichent un encours productif moyen de 2,56 Geur (hors affacturage), en baisse de -1,2 % par rapport à fin 2014 :
 - Les facturations en volume VN toutes marques sont en hausse de +4,0% atteignant 532 110 facturations à fin décembre 2015.
 - La Durée Moyenne de règlements (DMR) a diminué de -3,8 jours à près de 59 jours.

GROUPE DIAC – PRESENTATION FINANCIERE (A FIN DECEMBRE 2015)

Le résultat avant impôts du Groupe Diac s'établit à fin décembre 2015 à 171,8 Meur, en hausse de +3,0 Meur par rapport à 2014. Cette évolution s'explique par :

- **Une marge brute hors services en hausse de +11,4 Meur :**

Essentiellement :

- la hausse de la marge brute financière sur les activités de financement à la clientèle, conséquence de la hausse des encours et des taux des productions du portefeuille.

- **Une amélioration de +5,8 Meur de la marge sur services :**

Essentiellement :

- Une amélioration des commissions des Assurances Maltaises liée principalement à l'augmentation des volumes : +2.5 Meur,
- Une amélioration des commissions des extensions de garantie sur les véhicules d'occasion : +1.2 Meur.
- Une amélioration sur les prestations d'entretien et d'assistance : +1.7 Meur.

- **Des autres produits et charges bancaires en baisse de -1,8 Meur :**

Essentiellement :

- un écart défavorable de -2,3 Meur lié à une reprise de provision en 2014 sur le programme fidélité de la carte Novafi.

- **Des coûts de distribution en évolution défavorable de -11,1 Meur :**

Essentiellement :

- Une hausse des coûts de distribution étalables liés à l'augmentation des encours et à l'amélioration de la performance commerciale.

- **Un coût du risque en évolution défavorable de -0,1 Meur :**

Dont Diac -0,4Meur :

- **Activité clientèle :** effet défavorable de -0,9 Meur :
 - *Branche automobile* : -2.2 Meur :
 - Hausse des masses en recouvrement à - 90 jours,
 - Baisse du stock en contentieux de -3,6 Meur et baisse du taux de récupération.
 - *Facility Management* : +0,5 Meur
 - *Sep Novafi* : Ecart favorable de +0,8 Meur.

- **Activité Financement réseaux** : effet favorable de +0,5 Meur :
 - Hausse du provisionnement collectif : impact de -1,5 Meur,
 - Hausse du provisionnement technique : impact de -1,6 Meur,
 - Hausse du provisionnement des encours sous surveillance : impact de -4,3 Meur,
 - Baisse du provisionnement sur les encours douteux et hausse des abandons : impact de +8,0 Meur,

Dont Diac Location +0,2 Meur

Essentiellement :

- La baisse des mutations au contentieux de -2,6 Meur.

▪ **Des frais de fonctionnement en évolution défavorable de -0.8 Meur :**

Essentiellement :

- Une hausse des refacturations des frais de siège de RCI Banque

Les effectifs (y compris RGM) s'inscrivent à 1 290 CDI/CDD inscrits contre 1 222 à fin décembre 2014.

EVENEMENTS POST-CLOTURE

Aucun évènement important n'est intervenu entre la date de clôture de l'exercice et la date à laquelle ce rapport de gestion a été réalisé.

PERSPECTIVES 2016

L'année 2016 devrait être dans la même tendance que l'année 2015 avec néanmoins une très faible hausse du marché toutes marques. L'Alliance devrait toutefois constater une légère amélioration de sa part de marché et de ses immatriculations. Les lancements du nouvelle Megane et de Scénic devraient contribuer à la performance de 2016.

En conséquence l'EPM Clientèle et Réseau sont attendus en légère hausse.



**RAPPORT GENERAL
DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
SUR LES COMPTES CONSOLIDES**

31 décembre 2015

KPMG S.A.
Tour EQHO
2, avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris-La Défense Cedex

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Versailles

ERNST & YOUNG Audit
1/2, place des Saisons
92400 Courbevoie - Paris-La Défense 1
S.A.S. à capital variable

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Versailles

DIAC
Société Anonyme
Siège social : 14, avenue du Pavé Neuf - 93168 Noisy-Le-Grand Cedex
Capital social : € 61 000 000

**Rapport des commissaires aux comptes
sur les comptes consolidés**

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2015, sur :

- le contrôle des comptes consolidés de la société Diac, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- la vérification spécifique prévue par la loi.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. Opinion sur les comptes consolidés

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes consolidés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes consolidés de l'exercice sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

II. Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

Estimations comptables

Votre groupe constitue des dépréciations pour couvrir des risques de crédit inhérents à ses activités, tels que décrits dans les notes 3.D, 3.E, 6-4, 6-11 et 6-24 de l'annexe.

Dans le cadre de notre appréciation des estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes, nous avons revu les processus mis en place par la direction ainsi que leur adaptation à l'environnement économique actuel pour identifier ces risques, les évaluer et déterminer leur niveau de couverture par des dépréciations à l'actif du bilan.

Nous avons apprécié l'analyse des risques encourus sur une sélection de débiteurs individuels ainsi que, pour une sélection de portefeuilles évalués collectivement, les données et les paramètres sur lesquels votre groupe a fondé ses estimations.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III. Vérification spécifique

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Paris-La Défense, le 29 mars 2016

Les Commissaires aux Comptes

KPMG S.A.

ERNST & YOUNG Audit

Valéry Foussé

Bernard Heller



ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

31 décembre 2015

SOMMAIRE

BILAN ET COMPTE DE RESULTAT	14
TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES	16
TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES	17
ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDES	18
1. APPROBATION DES COMPTES - DISTRIBUTIONS.....	18
2. FAITS MARQUANTS.....	18
3. REGLES ET METHODES COMPTABLES.....	18
A) Evolutions des principes comptables.....	19
B) Principes de consolidation	19
C) Présentation des états financiers.....	20
D) Estimations et jugements	20
E) Prêts et créances sur la clientèle et contrats de « Location Financement »	20
F) Les contrats de « location opérationnelle » (IAS 17).....	23
G) Opérations entre le groupe Diac et l'alliance Renault - Nissan	23
H) Comptabilisation et évaluation du portefeuille de titres (IAS 39)	24
I) Immobilisations (IAS16 / IAS36)	24
J) Impôts sur les résultats (IAS12).....	25
K) Engagements de retraite et assimilés (IAS19).....	25
L) Les passifs financiers (IAS 39)	26
M) Emissions structurées et dérivés incorporés (IAS 39)	26
N) Instruments financiers dérivés et comptabilité de couverture (IAS 39).....	26
O) Secteurs opérationnels (IFRS 8).....	28
4. ADAPTATION A L'ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE ET FINANCIER	29
5. REFINANCEMENT	30
6. NOTES SUR LES COMPTES CONSOLIDES	31
7. LISTE DES SOCIETES CONSOLIDEES	51
ANNEXE : LES RISQUES FINANCIERS.....	52

BILAN CONSOLIDE

ACTIF - En millions d'euros	Notes	12/2015	12/2014
Prêts et créances sur les établissements de crédit	2	2 618	2 232
Prêts et créances sur la clientèle	3 et 4	10 075	9 409
Créances d'impôts courants	5	10	7
Créances d'impôts différés	5	1	3
Comptes de régularisation et actifs divers	5	326	307
Opérations de location opérationnelle	3 et 4	203	145
Immobilisations corporelles et incorporelles	6	19	20
TOTAL ACTIF		13 252	12 123

PASSIF - En millions d'euros	Notes	12/2015	12/2014
Dettes envers les établissements de crédit	7.1	9 203	8 185
Dettes envers la clientèle	7.2	23	22
Dettes représentées par un titre	7.3	2 286	2 323
Dettes d'impôts courants	9	17	13
Dettes d'impôts différés	9	237	252
Comptes de régularisation et passifs divers	9	578	500
Provisions	10	44	55
Provisions techniques des contrats d'assurance	10		
Dettes subordonnées	12	12	11
Capitaux propres		852	762
- Dont capitaux propres part des actionnaires de la société mère		852	762
Capital souscrit et réserves liées		61	61
Réserves consolidées et autres		687	606
Gains ou pertes latents		(2)	(6)
Résultat de l'exercice		106	101
TOTAL PASSIF		13 252	12 123

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

En millions d'euros	Notes	12/2015	12/2014
Intérêts et produits assimilés	19	418	475
Intérêts et charges assimilées	20	(199)	(257)
Commissions (Produits)			1
Commissions (Charges)		(2)	(1)
Gains (pertes) nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	21	(2)	(1)
Produits des autres activités	22	360	353
Charges des autres activités	22	(250)	(250)
PRODUIT NET BANCAIRE		325	320
Charges générales d'exploitation	23	(123)	(121)
Dotations aux amortissements et dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles		(4)	(4)
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION		198	195
Coût du risque	24	(26)	(26)
RESULTAT D'EXPLOITATION		172	169
Gains ou pertes nets sur autres actifs immobilisés			
RESULTAT AVANT IMPOTS		172	169
Impôts sur les bénéfices	25	(66)	(68)
RESULTAT NET		106	101
Dont part des participations ne donnant pas le contrôle			
Dont part des actionnaires de la société mère		106	101
Résultat net par action (*) et en euros		26,45	25,17
Résultat net dilué par action et en euros		26,45	25,17

(*) Résultat net - Part des actionnaires de la société mère rapportée au nombre d'actions

ETAT DE RESULTAT GLOBAL CONSOLIDE

En millions d'euros	12/2015	12/2014
RESULTAT NET	106	101
Ecart actuariel régimes de retraite à prestations définies	4	(4)
<i>Total des éléments qui ne seront pas reclassés ultérieurement en résultat net</i>	<i>4</i>	<i>(4)</i>
Autres éléments du résultat global	4	(4)
RESULTAT GLOBAL	110	97
Dont part des participations ne donnant pas le contrôle		
Dont part des actionnaires de la société mère	110	97

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

En millions d'euros	Capital (1)	Réserves liées au capital	Réserves consolidées (2)	Ecart de conversion	Gains ou pertes latents ou différés	Résultat net (Part des actionnaires de la société mère)	Capitaux propres (Part des actionnaires de la société mère)	Capitaux propres (Part des part. ne donnant pas le contrôle)	Total capitaux propres consolidés
Capitaux propres au 31 décembre 2013	61		565		(2)	85	709		709
Affectation du résultat de l'exercice précédent			85			(85)			
Capitaux propres au 1 janvier 2014	61		650		(2)		709		709
Ecart actuariel régimes de retraite à prestations définies					(4)		(4)		(4)
Résultat de la période avant affectation						101	101		101
Résultat global de la période					(4)	101	97		97
Distribution de l'exercice			(44)				(44)		(44)
Capitaux propres au 31 décembre 2014	61		606		(6)	101	762		762
Affectation du résultat de l'exercice précédent			101			(101)			
Retraitement IFRIC 21			3				3		3
Capitaux propres au 1 janvier 2015	61		710		(6)		765		765
Ecart actuariel régimes de retraite à prestations définies					4		4		4
Résultat de la période avant affectation						106	106		106
Résultat global de la période					4	106	110		110
Effet des variations de périmètre, stocks options et autres			(1)				(1)		(1)
Distribution de l'exercice			(22)				(22)		(22)
Capitaux propres au 31 décembre 2015	61		687		(2)	106	852		852

(1) Le capital social de DIAC S.A de 61 millions d'euros est composé de 4.000.000 actions de 15,25 euros entièrement libérées et détenues par RCI Banque SA.

(2) En 2014, le versement de 44 millions d'euros correspond pour 4 millions d'euros au solde sur l'exercice 2013 et un acompte de 40 millions d'euros au titre de l'exercice 2014.

En 2015, le versement de 10 millions d'euros à compter du 29 mai 2015 correspond pour 10 millions d'euros (donc la totalité) au solde sur l'exercice 2014.

Pour mémoire, L'Assemblée Générale du 28 mai 2015 avait fixé le dividende au titre de l'exercice 2014 à 49,88 millions d'euros. Un acompte de 40 millions d'euros avait été décidé par le Conseil d'Administration du 26 novembre 2014 et versé le 9 décembre 2014. Le solde de 9,88 millions d'euros a été versé le 29 mai 2015.

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES

En millions d'euros	12/2015	12/2014
Résultat net revenant aux actionnaires de la société mère	106	101
Dotations nettes aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	4	4
Dotations nettes aux provisions	(20)	(17)
Produits et charges d'impôts différés	(16)	8
Autres (portefeuille d'instruments dérivés en juste valeur par résultat)	2	1
Capacité d'autofinancement	76	97
Autres mouvements (créances et dettes rattachées, charges constatées d'avance)	58	157
Total des éléments non monétaires inclus dans le résultat net et autres ajustements	28	153
Flux liés aux opérations avec les établissements de crédit	760	489
- Encaissements / décaissements liés aux créances sur établissements de crédit	(207)	151
- Encaissements / décaissements liés aux dettes sur établissements de crédit	967	338
Flux liés aux opérations avec la clientèle	(712)	(305)
- Encaissements / décaissements liés aux créances sur la clientèle	(713)	(306)
- Encaissements / décaissements liés aux dettes sur la clientèle	1	1
Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers	(41)	210
- Encaissements / décaissements liés aux dettes représentées par des titres	(38)	194
- Encaissements / décaissements liés aux valeurs à l'encaissement	(3)	16
Diminution / augmentation nette des actifs et passifs provenant des activités opérationnelles	7	394
Flux net de trésorerie généré par l'activité opérationnelle (A)	141	648
Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles	(3)	(3)
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement (B)	(3)	(3)
Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires	(22)	(44)
- Dividendes versés	(22)	(44)
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement (C)	(22)	(44)
Effet des variations des taux de change et de périmètre sur la trésorerie et équivalents (D)	(1)	
Augmentation / (diminution) nette de la trésorerie et équivalents de trésorerie (A+ B+C+D)	115	601
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture :	60	(541)
- Comptes (actif et passif) et prêts / emprunts à vue auprès des établissements de crédit	60	(541)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture :	175	60
- Comptes actif et prêts à vue auprès des établissements de crédit	331	153
- Comptes passif et emprunts à vue auprès des établissements de crédit	(156)	(93)
Variation de la trésorerie nette	115	601

ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDES

DIAC S.A, société mère du groupe, est une société anonyme à conseil d'administration, au capital de 61 000 000 euros entièrement libéré, entreprise soumise à l'ensemble des dispositions législatives et réglementaires des établissements de crédit et immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de Bobigny sous le n° SIREN 702 002 221.

Le siège social de DIAC S.A est situé au 14, avenue du Pavé-Neuf, 93168 Noisy-le-Grand CEDEX.

DIAC S.A a pour principale activité le financement des marques de l'Alliance.

Les états financiers consolidés annuels du groupe DIAC au 31 décembre 2015 portent sur la Société et ses filiales, et sur les intérêts du groupe dans les entreprises associées et les entités sous contrôle conjoint.

1. APPROBATION DES COMPTES - DISTRIBUTIONS

Les comptes consolidés du groupe DIAC, pour l'année 2015, seront arrêtés par le Conseil d'Administration du 22 mars 2016 et seront présentés pour approbation à l'Assemblée Générale du 20 mai 2016.

Pour mémoire, les comptes consolidés du groupe DIAC, pour l'année 2014, ont été arrêtés par le Conseil d'Administration du 31 mars 2015 et présentés pour approbation à l'Assemblée Générale du 28 mai 2015 qui a voté la distribution de dividendes de 12,47 euros par action, soit un total de 49,88 millions d'euros.

Les comptes consolidés sont exprimés en millions d'euros, sauf indication contraire.

2. FAITS MARQUANTS

Evolution du périmètre de consolidation en 2015

- Aucun changement intervenu au cours de l'exercice 2015

Evolution du périmètre de consolidation en 2014 :

- Absorption de Sogesma par DIAC S.A en septembre 2014 avec effet rétroactif au 01/01/2014.
- Le FCT Cars Alliance Auto Loans France V 2014-1 a émis en octobre 2014 des titres Classe A (AAA), Classe B (A+) et Classe C (non notée) souscrits par le marché pour 700 MEUR.

3. REGLES ET METHODES COMPTABLES

En application du règlement n°1606/2002 adopté le 19 juillet 2002 par le Parlement européen et le Conseil européen, les comptes consolidés du groupe Diac de l'exercice 2015 sont préparés en conformité avec le référentiel IFRS (International Financial Reporting Standards) publié par l'IASB (International Accounting Standards Board) au 31 décembre 2015 et tel qu'adopté dans l'Union européenne à la date de clôture des comptes.

A) Evolutions des principes comptables

Au 31 décembre 2015, le Groupe a appliqué les nouveaux textes suivants parus au Journal Officiel de l'Union européenne et d'application obligatoire.

Nouveaux textes d'application obligatoire au 1 ^{er} janvier 2015	
IFRIC 21	Droits et taxes
Améliorations de diverses normes	Diverses dispositions

Le seul texte ayant un impact sur les comptes arrêtés au 31 décembre 2015 est l'interprétation IFRIC 21 « Droits et taxes », qui porte sur la date de comptabilisation d'un passif lié au paiement des taxes autres que l'impôt sur le résultat. Désormais, la dette relative à une taxe est enregistrée pour son montant total en une seule fois quand le fait générateur prévu par la législation fiscale se produit. Cette évolution a pour conséquences l'interdiction d'étaler les taxes annuelles dont le fait générateur fiscal est une date unique (sont concernées principalement la taxe foncière, la Contribution Sociale de Solidarité sur les Sociétés (C3S) et des taxes spécifiques à l'activité de financement des ventes en France) et l'enregistrement de la charge dans l'exercice du fait générateur fiscal et non plus dans l'exercice de réalisation des éléments d'assiette (concerne la C3S en France).

Cette interprétation est d'application rétrospective. Son impact est non significatif à l'échelle du Groupe, comme le montrent les données retraitées relatives à 2014 présentées ci-dessous.

- Les capitaux propres retraités au 31 décembre 2015 sont augmentés de 39 millions d'euros.
- La mise en œuvre d'IFRIC21 n'a pas d'impact sur le résultat de l'année complète.

Le Groupe n'a pas appliqué par anticipation les amendements ci-après, parus au Journal Officiel de l'Union Européenne et dont l'application sera obligatoire au 1^{er} janvier 2016 ou postérieurement. Le Groupe n'anticipe aucun impact significatif sur les comptes consolidés du fait de l'application de ces amendements.

Nouveaux textes non appliqués par anticipation par le Groupe (provisoire selon dates d'adoption EFRAG prévues)
Amendement d'IAS 1 – Initiative concernant les informations à fournir
Amendement d'IAS 19 – Régimes à prestations définies – Cotisations des membres du personnel
Amendements d'IAS 16 et 38 – Eclaircissement sur les modes d'amortissement acceptables
Amendement d'IFRS 11 – Comptabilisation des acquisitions d'intérêts dans des entreprises communes
Améliorations annuelles – Cycle 2010-2012

Par ailleurs, l'IASB a publié de nouvelles normes majeures non adoptées à ce jour par l'Union Européenne. Le groupe procède actuellement à l'étude des impacts dans les comptes de ces nouveaux textes.

La norme IFRS 9 Instruments financiers remplacera la norme IAS 39. Ce texte introduit une nouvelle classification des instruments financiers et un modèle de dépréciation des actifs financiers fondé sur les pertes attendues en remplacement du modèle actuel fondé sur les pertes avérées.

Le groupe étudie actuellement la mise en œuvre de cette nouvelle norme et son impact dans les comptes qui portera essentiellement sur le secteur Financement des Ventes.

La norme IFRS 15 Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients remplacera les normes IAS 11 et IAS 18. Les travaux d'analyse sont en cours. Le groupe n'anticipe pas à ce stade de modifications significatives.

Le groupe n'envisage pas d'appliquer ces nouvelles normes par anticipation.

Nouvelles normes IFRS non adoptées par l'Union Européenne		Date d'application selon l'IASB
IFRS 9	Instruments financiers	1 ^{er} janvier 2018
IFRS 15	Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients	1 ^{er} janvier 2018

B) Principes de consolidation

Périmètre et méthodes de consolidation

Les comptes consolidés intègrent les comptes des sociétés contrôlées au sens d'IFRS 10 (entreprises associées ou contrôle

conjoint – co-entreprises), directement ou indirectement, par le groupe (filiales et succursales).

Les entreprises associées et co-entreprises sont comptabilisées par mise en équivalence (IFRS11).

Les actifs titrisés de Diac SA, pour lesquels le groupe Diac a conservé la majorité des risques et avantages, sont maintenus à l'actif du bilan.

Les transactions significatives entre les sociétés consolidées, ainsi que les profits internes non réalisés sont éliminés.

Les sociétés consolidées par Diac S.A. sont principalement les sociétés de financement des ventes de véhicules Renault, Nissan, Dacia, ainsi que les sociétés de service associées.

C) Présentation des états financiers

Les états de synthèse sont établis sur la base du format proposé par l'Autorité des Normes Comptables (ANC) dans sa recommandation RECO n° 2013-04 du 7 novembre 2013 relative au format des comptes consolidés des établissements du secteur bancaire établis selon les normes comptables internationales.

Le résultat d'exploitation inclut l'ensemble des produits et coûts directement liés aux activités du groupe, que ces produits et charges soient récurrents ou qu'ils résultent de décisions ou d'opérations ponctuelles, comme les coûts de restructuration.

D) Estimations et jugements

Pour établir ses comptes, le groupe Diac doit procéder à des estimations et faire des hypothèses qui affectent la valeur comptable de certains éléments d'actif et de passif, de produits et de charges, ainsi que les informations données dans certaines notes de l'annexe. Le groupe Diac revoit ses estimations et appréciations de manière régulière pour prendre en compte l'expérience passée et les autres facteurs jugés pertinents au regard des conditions économiques. En fonction de l'évolution de ces hypothèses ou de conditions différentes de celles qui avaient été prévues, les montants figurant dans ses futurs états financiers pourraient différer des estimations actuelles. La valeur recouvrable des créances sur la clientèle et les provisions sont les principaux postes des états financiers dépendant d'estimations et jugements.

Ces estimations sont prises en compte dans chacune des notes correspondantes.

E) Prêts et créances sur la clientèle et contrats de « Location Financement »

Principe d'évaluation (hors dépréciation) et de présentation des prêts et créances sur la clientèle

Les créances de financement des ventes à la clientèle finale et de financement du réseau appartiennent à la catégorie des « prêts et créances émis par l'entreprise ». A ce titre, elles sont enregistrées initialement à la juste valeur et comptabilisées au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Le taux d'intérêt effectif (TIE) est le taux de rendement interne jusqu'à l'échéance ou, pour les créances à taux révisable, jusqu'à la date la plus proche de refixation du taux. L'amortissement actuariel de toute différence entre le montant initial de la créance et son montant à l'échéance est calculé selon la méthode du TIE.

Le coût amorti des créances de financement des ventes comprend, outre la part contractuelle de la créance, les bonifications d'intérêt reçues du constructeur ou du réseau dans le cadre de campagnes promotionnelles, les frais de dossiers payés par les clients et les rémunérations versées aux apporteurs d'affaires. Ces différents éléments, qui concourent au rendement de la créance, sont présentés en minoration ou majoration du montant de la créance. Leur constatation au compte de résultat fait l'objet d'un étalement actuariel au TIE des créances auxquelles ils sont rattachés.

Les contrats de « Location Financement » identifiés selon les règles décrites au point E sont comptabilisés en substance comme des créances de financement des ventes.

Les résultats des opérations de revente de véhicules à l'issue des contrats de location financière sont classés parmi les « Produits (et charges) net(te)s des autres activités ».

Ainsi, les plus et moins-values sur revente de véhicules relatives aux contrats sains, les flux de provisions pour risques sur valeurs résiduelles ainsi que les plus et moins-values sur véhicules dégagées à l'occasion de sinistres et les indemnités d'assurance correspondantes sont classés dans les "Autres produits d'exploitation bancaire" et "Autres charges d'exploitation bancaire".

Identification du risque de crédit

Différents systèmes de notation interne sont actuellement utilisés dans le groupe Diac :

- Une notation groupe pour les emprunteurs « Réseau », utilisée aux différentes phases de la relation avec l'emprunteur (acceptation initiale, suivi du risque, provisionnement),
- Une notation groupe pour les contreparties bancaires, établie à partir des ratings externes et du niveau de fonds propres de chaque contrepartie,
- Pour les emprunteurs « Clientèle », différents systèmes de score d'acceptation sont utilisés en fonction des filiales et des types de financement concernés.

Toute créance présentant un risque avéré de non recouvrement partiel ou total est classée parmi l'une des deux catégories suivantes :

- Encours douteux : le classement en créance douteuse intervient au plus tard lorsqu'une échéance est impayée depuis plus de trois mois. Le classement en douteux d'une créance entraîne le transfert en créance douteuse de l'intégralité des encours sur le client concerné,
- Encours douteux compromis : l'identification des encours compromis intervient lorsque la déchéance du terme (crédit) ou la résiliation du contrat (location) est prononcée en raison de la situation financière dégradée de la contrepartie. En l'absence de déchéance du terme ou résiliation, elle intervient un an au plus tard après le classement en encours douteux.

Le retour d'un encours douteux vers l'encours sain intervient lorsque les arriérés ont été apurés.

Encours restructurés

Le groupe DIAC applique, pour l'identification des encours restructurés, la définition de l'European Banking Authority (EBA) donnée dans son ITS (Implementing Technical Standards) 2013/03 rev1 du 24.07.2014.

La restructuration de crédit (ou Forbearance) consiste dans la mise en place de concessions envers un client emprunteur qui rencontre ou est sur le point de rencontrer des difficultés financières pour honorer ses engagements.

Elle désigne ainsi les cas :

- de modification des clauses et des conditions d'un contrat afin de redonner au client en difficulté financière la possibilité d'honorer ses engagements (exemple : changement du nombre d'échéances, report de la date d'échéance, changement du montant des échéances, changement du taux client),
- de refinancement total ou partiel d'un engagement d'une contrepartie en difficulté (au lieu de le résilier), qui n'aurait pas eu lieu si le client n'avait pas connu de difficultés financières.

La classification d'un contrat en encours restructuré est indépendante du provisionnement (par exemple un contrat qui sera restructuré et retournera en encours sain n'aura pas de provision et sera pourtant qualifié d'encours restructuré durant la période probatoire).

A contrario, sont exclues des créances restructurées, les créances dont les caractéristiques ont été renégociées commercialement avec des contreparties ne présentant pas de difficultés financières.

L'encours restructuré se définit au niveau du contrat (« facility ») qui est restructuré, et non au niveau du tiers (pas de principe de contagion).

Les difficultés financières s'appréhendent en revanche au niveau du client.

Les conditions de sortie d'un contrat des encours restructurés sont cumulatives et sont les suivantes :

- Le contrat est considéré comme performant (sain ou incidenté) et l'analyse de la situation du client confirme qu'il a recouvré sa solvabilité et sa capacité à honorer ses engagements,
- Un minimum de 2 ans de période probatoire s'est écoulé depuis que le contrat restructuré est revenu en encours performant,
- Des remboursements réguliers et significatifs ont été effectués par le client au cours, à minima, de la moitié de la période probatoire,
- Aucune des expositions du client ne présente d'impayés de plus de 30 jours à la fin de la période probatoire.

Si un contrat sorti des encours restructurés bénéficie à nouveau de mesures de restructuration (extension de durée, etc.) ou s'il présente des impayés de plus de 30 jours, il doit être reclassé en encours restructuré.

Dépréciation pour risque de crédit

Des dépréciations pour risque de crédit avéré sont constituées pour couvrir les risques de non - recouvrement des créances. Ces dépréciations sont déterminées sur base individuelle (selon le cas, de manière unitaire ou à partir d'une approche statistique des risques) ou sur base collective et classées au bilan en déduction des postes d'actif auxquels elles se rattachent.

Activité Clientèle

L'approche statistique sur base individuelle est appliquée à l'activité Clientèle. Elle vise à estimer la perte finale sur l'encours douteux, l'encours compromis et l'encours avec incident de paiement. Les créances « Clientèle » sont dépréciées par groupes de risque représentatifs des types de financement et des biens financés.

Les flux prévisionnels utilisés dans le cadre de la dépréciation statistique sont déterminés par l'application au montant des créances lors du défaut, d'un taux de récupération périodique en fonction de l'âge au douteux. Les flux de récupération sont projetés sur une durée de plusieurs années à l'issue de laquelle le dernier flux représente un forfait des récupérations au-delà de cette durée. Les taux de récupération utilisés résultent de l'observation des récupérations réelles, lissées sur une période de 12 mois.

La dépréciation sur encours douteux est calculée en comparant la valeur recouvrable estimée, constituée des flux de récupération prévisionnels actualisés, avec la valeur comptable des créances concernées. Etant donné le caractère statistique de la méthode permettant de mesurer les flux de récupération prévisionnels, le calcul de la valeur recouvrable estimée est effectué non pas individuellement pour chaque créance, mais collectivement par génération de contrats.

L'encours incidenté non douteux est déprécié en tenant compte de la probabilité de passage en douteux et sur la base d'un taux de récupération au moment du passage en douteux. Il s'agit « d'incurred loss », le fait avéré étant constitué par un défaut de paiement inférieur à 3 mois.

Les créances incidentées et douteuses font l'objet d'un suivi unitaire. Dans le cas où l'approche sur base individuelle n'est pas pertinente, la dépréciation est alors déterminée statistiquement en fonction d'une classification des entreprises et des phases de recouvrement ou de procédure engagées.

Dès qu'un actif financier ou un groupe d'actifs financiers similaires a été déprécié à la suite d'une perte de valeur, les produits d'intérêt ultérieurs sont comptabilisés sur la base du taux d'intérêt utilisé pour actualiser les flux de trésorerie futurs en vue d'évaluer la perte de valeur.

Activité Réseau

Les dépréciations pour risques de crédit de l'activité réseau sont calculées selon 3 types de créances : incidentée, douteuse et saine, dont les faits générateurs et le principe de calcul sont décrits ci-après.

Les créances non douteuses (incidentées ou saines) font l'objet d'une dépréciation sur base collective soit selon une base statistique (historique des trois dernières années) soit selon l'expertise interne validée par le Comité des Experts Risques Réseau Groupe présidé des membres du Comité Exécutif. Le classement dans la catégorie des créances incidentées est généré par des faits tels que : dégradation de la structure financière, perte de rentabilité, irrégularité de paiement, anomalie des contrôles de stock.

Les dépréciations pour créances douteuses sont déterminées de façon unitaire et individuelle en fonction des encours produits (véhicule neuf, véhicule d'occasion, pièces de rechange, cash,..) et selon une classification des contreparties en état de pré-alerte ou en état d'alerte et après une dégradation continue et critique des indicateurs cités ci-dessus par les opérationnels du groupe Diac.

Quant aux encours non douteux et non incidentés qui sont ainsi classés sains, ils sont dépréciés de façon collective selon les risques de crédit. Les montants dépréciés sont déterminés en fonction des taux techniques et sectoriels du sain.

Règles de passage en pertes

Lorsqu'une créance présente un risque avéré depuis trois ans et qu'aucun élément ne permet d'envisager le recouvrement, le montant de la dépréciation est repris et l'encours brut est passé en pertes sur créances irrécouvrables.

Dépréciation des valeurs résiduelles

Le groupe Diac assure un suivi systématique et régulier des valeurs de revente des véhicules d'occasion afin notamment d'optimiser la tarification des opérations de financement.

La détermination des valeurs résiduelles des contrats se fait dans la plupart des cas par l'utilisation de grilles de cotation qui

fournissent pour chaque catégorie de véhicules une valeur résiduelle caractéristique du couple durée / kilométrage.

Pour les contrats dans lesquels la valeur de reprise des véhicules n'est pas garantie au terme contractuel par un tiers externe, une dépréciation est constituée en comparant :

- a) la valeur économique du contrat : à savoir, la somme des flux futurs contractuels et de la valeur résiduelle réestimés aux conditions de marché à la date d'évaluation et actualisés au taux du contrat ;
- b) la valeur comptable inscrite au bilan au moment de la valorisation.

La valeur de revente prévisionnelle est estimée en prenant notamment en compte l'évolution récente et connue du marché des véhicules d'occasion, qui peut être influencée par des facteurs externes (situation économique, fiscalité) ou internes (évolution de la gamme, baisse des tarifs du constructeur).

La dépréciation est calculée sans compensation avec les profits éventuels.

F) Les contrats de « location opérationnelle » (IAS 17)

En application de la norme IAS 17, le groupe DIAC opère une distinction entre les contrats de « location financement » et les contrats de « location opérationnelle ».

Le principal critère conduisant le groupe DIAC à qualifier ses contrats de location en « location opérationnelle » est celui du « non-transfert » des risques et avantages inhérents à la propriété. Ainsi, les contrats qui prévoient que le véhicule loué soit repris en fin de contrat par une entité du groupe DIAC sont qualifiés de contrat de « location opérationnelle », la majorité des risques et avantages n'étant pas transféré à un tiers extérieur au groupe. La qualification de location opérationnelle des contrats comportant un engagement de reprise par le groupe DIAC tient également compte de la durée estimée de ces contrats. Celle-ci est très inférieure à la durée de vie économique des véhicules, estimée par le groupe Renault à sept ou huit ans selon le type de véhicule, ce qui conduit l'ensemble des contrats assortis de cet engagement à être considérés comme des contrats de location opérationnelle.

La qualification en location opérationnelle des locations de batteries de véhicules électriques se justifie par la conservation par le groupe DIAC des risques et avantages commerciaux inhérents à la propriété tout au long de la durée de vie automobile des batteries fixée à 8 ans pour les batteries de Twizy et à 10 ans pour les batteries des autres véhicules électriques, durée bien plus longue que les contrats de location.

Les contrats de « location opérationnelle » sont comptabilisés en immobilisations données en location et font apparaître au bilan les immobilisations en valeur brute, desquelles sont déduits les amortissements et auxquelles s'ajoutent les créances de loyer et les coûts de transactions restant à étaler. Les loyers et les amortissements sont comptabilisés de manière distincte au compte de résultat dans les produits (et charges) net(te)s des autres activités. Les amortissements s'effectuent hors valeur résiduelle et sont rapportés au résultat de manière linéaire comme les coûts de transactions. L'évaluation du risque de contrepartie et l'appréciation du risque sur les valeurs résiduelles ne sont pas remises en cause par cette classification.

Le traitement des opérations de revente de véhicules à l'issue de contrats de location opérationnelle est identique à celui exposé au point : prêts et créances sur la clientèle et contrats de « location financement ».

G) Opérations entre le groupe Diac et l'alliance Renault - Nissan

Les transactions entre parties liées sont réalisées selon des modalités équivalentes à celles qui prévalent dans le cas de transactions soumises à des conditions de concurrence normale si ces modalités peuvent être démontrées.

Le groupe DIAC contribue à conquérir et fidéliser les clients des marques de l'alliance Renault - Nissan en apportant une offre de financements et de services intégrée à leur politique commerciale.

Les principaux indicateurs et flux entre les deux entités sont les suivants :

L'aide à la vente

Au 31 décembre 2015, le groupe Diac a assuré 4 571 millions d'euros de nouveaux financements (cartes incluses) contre 3 807 millions d'euros au 31 décembre 2014.

Relations avec le réseau de concessionnaires

Le groupe Diac agit en partenaire financier afin de garantir et maintenir la bonne santé financière des réseaux de distribution de l'alliance Renault-Nissan.

Au 31 décembre 2015, les financements réseaux nets de dépréciations s'élèvent à 2 990 millions d'euros contre 2 893 millions d'euros au 31 décembre 2014.

Au 31 décembre 2015, 373 millions d'euros sont des financements directement consentis à des filiales ou succursales du groupe Renault contre 388 millions d'euros au 31 décembre 2014.

Au 31 décembre 2015, le réseau de concessionnaires a perçu, en tant qu'apporteur d'affaires, une rémunération de 135 millions d'euros contre 105 millions d'euros au 31 décembre 2014.

Relations avec les constructeurs

Le groupe DIAC règle les véhicules livrés aux concessionnaires dont il assure le financement. A l'inverse, en fin de contrat, le groupe DIAC est réglé par le groupe Renault du montant des engagements de reprise des véhicules dont ce dernier s'est porté garant. Ces opérations génèrent d'importants flux de trésorerie entre les deux groupes.

Au titre de sa politique commerciale et dans le cadre de campagnes promotionnelles, le constructeur participe à la bonification des financements octroyés à la clientèle par le groupe DIAC.

Au 31 décembre 2015, cette participation s'élève à 26 millions d'euros, contre 25 millions d'euros en décembre 2014.

H) Comptabilisation et évaluation du portefeuille de titres (IAS 39)

Le portefeuille de titres est classé suivant les catégories d'actifs financiers fixées par la norme IAS 39.

Titres détenus à des fins de transaction

Ce sont les titres destinés à être cédés à une très brève échéance ou détenus afin de réaliser des plus-values.

L'évaluation de ces titres se fait à la juste valeur (coupons courus inclus), les variations de valeur étant comptabilisées au compte de résultat.

Titres disponibles à la vente

Catégorie par « défaut », elle regroupe les titres qui ne sont ni destinés à être détenus jusqu'à l'échéance, ni détenus à des fins de transaction.

L'évaluation de ces titres se fait à la juste valeur (intérêts courus inclus), les variations de valeur (hors intérêts courus) sont comptabilisées en réserve de réévaluation directement dans les capitaux propres. Les intérêts courus sont comptabilisés au compte de résultat. S'il existe une indication objective de la dépréciation de ces titres telle que défaut de paiement ou la probabilité croissante de faillite de l'emprunteur, la perte cumulée qui a été comptabilisée directement en capitaux propres doit être sortie des capitaux propres et comptabilisée en résultat.

I) Immobilisations (IAS16 / IAS36)

Les immobilisations sont comptabilisées et amorties selon l'approche par composants. Les éléments d'un ensemble plus ou moins complexe sont séparés en fonction de leurs caractéristiques et de leurs durées de vie ou de leur capacité à procurer des avantages économiques sur des rythmes différents.

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût historique d'acquisition diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeur le cas échéant.

Les immobilisations corporelles autres que les terrains sont généralement amorties linéairement sur les durées estimées d'utilisation suivantes :

- Constructions 15 à 30 ans
- Autres immobilisations corporelles 4 à 8 ans

J) Impôts sur les résultats (IAS12)

Les retraitements apportés aux comptes annuels des sociétés consolidées afin de les mettre en harmonie avec les normes IAS, ainsi que les reports d'imposition dans le temps qui existent dans les comptes sociaux, dégagent des différences temporaires entre le résultat fiscal et le résultat comptable. Une différence temporaire est également constatée dès lors que la valeur comptable d'un actif ou d'un passif est différente de sa valeur fiscale.

Ces différences donnent lieu à la constatation d'impôts différés dans les comptes consolidés. Selon la méthode du report variable retenue par le groupe Diac, les impôts différés sont calculés en appliquant le dernier taux d'impôt voté à la date de clôture et applicable à la période de reversement des différences temporaires. Au sein d'une même entité fiscale (société juridique, établissement ou groupe d'entités redevable de l'impôt auprès de l'administration fiscale), les impôts différés actifs et passifs sont présentés de manière compensée, dès lors que celle-ci a le droit de compenser ses actifs et passifs d'impôts exigibles. Les actifs d'impôts différés sont dépréciés lorsque leur réalisation n'est pas probable.

Pour les sociétés intégrées globalement, un passif d'impôt différé est reconnu à hauteur des impôts de distribution dont le versement est anticipé par le groupe.

K) Engagements de retraite et assimilés (IAS19)**Présentation des régimes**

Le groupe Diac a recours à différents types de régimes de retraite et avantages assimilés :

Régimes à prestations définies :

Ces régimes donnent lieu à la constitution de provisions et concernent les indemnités de fin de carrière.

Régimes à cotisations définies :

Le groupe verse, des cotisations assises sur les salaires à des organismes nationaux ou privés chargés des régimes de retraite et de prévoyance.

Ces régimes libèrent l'employeur de toutes obligations ultérieures, l'organisme se chargeant de verser aux salariés les montants qui leur sont dus. Les paiements du groupe sont constatés en charges de la période à laquelle ils se rapportent.

Méthode d'évaluation des passifs relatifs aux régimes à prestations définies

Pour les régimes à prestations définies concernant les avantages postérieurs à l'emploi, les coûts des prestations sont estimés en utilisant la méthode des unités de crédit projetées. Selon cette méthode, les droits à prestation sont affectés aux périodes de service en fonction de la formule d'acquisition des droits du régime, en prenant en compte un effet de linéarisation lorsque le rythme d'acquisition des droits n'est pas uniforme au cours des périodes de service ultérieures.

Les montants des paiements futurs correspondant aux avantages accordés aux salariés sont évalués sur la base d'hypothèses d'évolution des salaires, d'âges de départ, de mortalité, puis ramenés à leur valeur actuelle sur la base des taux d'intérêt des obligations à long terme des émetteurs de première catégorie et d'une durée correspondant à la durée moyenne estimée du régime évalué.

Les écarts actuariels résultant de révisions des hypothèses de calcul et des ajustements liés à l'expérience sont enregistrés en autres éléments du résultat global.

La charge nette de l'exercice, correspondant au coût des services rendus éventuellement majorée du coût des services passés, au coût lié à la désactualisation des provisions diminuée de la rentabilité des actifs du régime est constatée en résultat dans les charges de personnel.

L) Les passifs financiers (IAS 39)

Le groupe DIAC enregistre un passif financier constitué d'emprunts obligataires et assimilés, de titres de créances négociables, de titres émis dans le cadre des opérations de titrisation ainsi que de dettes auprès des établissements de crédit.

Les éventuels frais d'émission et primes qui y sont rattachés sont étalés actuariellement selon la méthode du taux d'intérêt effectif sur la durée de l'émission.

Lors de leur comptabilisation initiale, les passifs financiers sont mesurés à la juste valeur nette des coûts de transaction qui sont directement attribuables à leur émission.

A chaque clôture, en dehors des modalités spécifiques liées à la comptabilité de couverture, les passifs financiers sont évalués à leur coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les charges financières ainsi calculées prennent en compte les frais d'émission et les primes d'émission ou de remboursement.

Les passifs faisant l'objet d'une couverture de juste valeur sont comptabilisés selon les principes exposés dans les règles et méthodes comptables au point : Instruments financiers dérivés et comptabilité de couverture (IAS 39).

Les programmes d'émission du groupe à moyen et long terme ne présentent pas de clause qui pourrait conduire à une exigibilité anticipée de la dette.

M) Emissions structurées et dérivés incorporés (IAS 39)

Les émissions structurées sont présentes en faible nombre. Elles sont adossées à des instruments dérivés qui viennent neutraliser le dérivé sous-jacent de façon à obtenir un passif synthétique à taux révisable.

Les seuls dérivés incorporés identifiés dans le groupe DIAC correspondent à des sous-jacents contenus dans des émissions structurées. Lorsque les dérivés incorporés ne sont pas étroitement liés au contrat hôte, ils sont évalués et comptabilisés séparément à la juste valeur. Les variations de juste valeur sont alors comptabilisées en compte de résultat. Après extraction du dérivé, l'émission structurée (contrat hôte) est évaluée et comptabilisée au coût amorti.

Les émissions structurées sont ainsi associées à des swaps dont la branche active présente des caractéristiques strictement identiques à celles du dérivé incorporé, assurant sur le plan économique une couverture efficace. Néanmoins, la couverture d'un dérivé par un autre dérivé étant interdite par l'IAS 39, les dérivés incorporés séparés du contrat hôte et les swaps associés aux émissions structurés sont comptablement réputés détenus à des fins de transaction.

N) Instruments financiers dérivés et comptabilité de couverture (IAS 39)**Risques**

La gestion des risques financiers par le groupe Diac (risque de taux, risque de change, risque de contrepartie et liquidité) est exposée au chapitre 'Les risques financiers' annexé au présent document.

Les instruments financiers dérivés sont contractés par le groupe Diac dans le cadre de sa politique de gestion des risques de change et de taux. La comptabilisation des instruments financiers en tant qu'instruments de couverture dépend ensuite de leur éligibilité ou non à la comptabilité de couverture.

Les instruments financiers utilisés par le groupe Diac peuvent être qualifiés de couverture de juste valeur ou de flux futurs de trésorerie. Une couverture de juste valeur permet de se prémunir contre les variations de juste valeur des actifs et passifs couverts. Une couverture de flux futurs permet de se prémunir contre les variations de valeur des flux de trésorerie associés à des actifs ou des passifs existants ou futurs.

Évaluation

Les dérivés sont évalués et comptabilisés à leur juste valeur lors de leur comptabilisation initiale. Par la suite, à chaque clôture, la juste valeur des dérivés est réestimée.

Celle-ci correspond, en application de la norme IFRS 13 « Evaluation de la juste valeur », au prix qui serait reçu pour la vente

d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre participants de marché à la date d'évaluation. Lors de la comptabilisation initiale, la juste valeur d'un instrument financier représente le prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif (valeur de sortie).

- La juste valeur des contrats de change à terme et des swaps de devises est déterminée par actualisation des flux financiers, en utilisant les taux (change et intérêt) du marché à la date de clôture. Elle intègre par ailleurs la valorisation des effets « de base » des swaps de taux et change.
- Celle des dérivés de taux représente ce que le groupe recevrait (ou paierait) pour dénouer à la date de clôture les contrats en cours, en prenant en compte les plus ou moins-values latentes déterminées à partir des taux d'intérêts courants à la date de clôture.

Ajustement de crédit

Un ajustement comptable est constaté sur la valorisation des portefeuilles de dérivés de gré à gré au titre du risque de crédit des contreparties (ou CVA, Credit Valuation Adjustment) et du risque de crédit propre (ou DVA, Debt Valuation Adjustment).

L'exposition (EAD - Exposure At Default) est approximée par la valeur de marché (MTM) incrémentée ou diminuée d'un add-on, représentant le risque potentiel futur et en tenant compte des accords de compensation avec chaque contrepartie. Ce risque potentiel futur est estimé par utilisation de la méthode standard proposée par la réglementation bancaire française (règlement (UE) n° 575/2013 du Parlement Européen et du Conseil du 26 juin 2013 relatif aux exigences de fonds propres applicables aux établissements de crédit et aux entreprises d'investissement, article 274).

La perte en cas de défaut (LGD - Loss Given Default) est estimée par défaut à 60%.

La probabilité de défaut (PD) correspond à la probabilité de défaut associée aux CDS (Credit Default Swap) de chaque contrepartie. Dans certains pays, lorsque l'information n'est pas disponible, la probabilité de défaut est approchée avec celle du pays de la contrepartie.

Couverture de juste valeur

Le groupe Diac a choisi d'appliquer la comptabilité de couverture de juste valeur (« fair value hedge ») dans les cas suivants :

- Couverture du risque de taux d'un passif à taux fixe par un swap ou cross currency swap receveur fixe / payeur variable ;

Cette comptabilité de couverture est appliquée sur la base d'une documentation de la relation de couverture à la date de mise en place et des résultats des tests d'efficacité des couvertures de juste valeur qui sont réalisés à chaque arrêté.

Les variations de valeurs des dérivés de couverture de juste valeur sont comptabilisées au compte de résultat.

Pour les passifs financiers couverts en juste valeur, seule la composante couverte est évaluée et comptabilisée à la juste valeur, conformément aux dispositions de la norme IAS 39. Les variations de valeur de la composante couverte sont comptabilisées en résultat. La fraction non couverte de ces passifs est évaluée et comptabilisée au coût amorti.

En cas d'arrêt anticipé de la relation de couverture, le dérivé de couverture est qualifié d'actif ou de passif détenu à des fins de transaction et l'élément couvert est comptabilisé au coût amorti pour un montant égal à sa dernière évaluation en juste valeur.

Couverture de flux de trésorerie

Le groupe Diac a choisi d'appliquer la comptabilité de couverture de flux de trésorerie (« cash-flow hedge ») dans les cas suivants :

- Couverture du risque de taux sur des passifs à taux variable par un swap receveur variable / payeur fixe ; permettant ainsi de les adosser aux actifs à taux fixe (sur le plan économique, il s'agit de la macro-couverture) ;
- Couverture de flux futurs ou probables en devises.

Des tests d'efficacité des couvertures de flux de trésorerie sont réalisés à chaque arrêté pour s'assurer de l'éligibilité des opérations concernées à la comptabilité de couverture. En ce qui concerne le deuxième type de couverture, le test pratiqué consiste à s'assurer que l'exposition au risque de taux liée aux actifs financiers non dérivés est bien réduite par les flux liés aux instruments dérivés utilisés en couverture.

Les variations de valeur de la part efficace des dérivés de couverture de flux de trésorerie sont comptabilisées en capitaux propres, dans un compte spécifique de réserve de réévaluation.

Opérations de transaction

On retrouve dans ce poste les opérations non éligibles au sens d'IAS 39 à la comptabilité de couverture et les opérations de couverture de change pour lesquelles le groupe Diac n'a pas souhaité appliquer la comptabilité de couverture.

Les variations de valeur de ces dérivés sont comptabilisées en compte de résultat.

Il s'agit essentiellement :

- des opérations de change dont la durée initiale est inférieure à 1 an,
- des dérivés incorporés identifiés dans le cadre des émissions structurées du groupe et des swaps qui leurs sont associés,
- des swaps contractés dans le cadre des opérations de titrisation,
- des swaps de taux variables/variables sur une même devise couvrant le risque de taux d'émissions à taux variable.

O) Secteurs opérationnels (IFRS 8)

Les informations sectorielles sont présentées dans les états financiers annuels, selon la norme IFRS 8 « Secteurs opérationnels ».

Le groupe Diac a pour mission d'apporter une gamme complète de financements et services à ses deux marchés de référence : la clientèle finale (Grand Public et Entreprises) et le Réseau de concessionnaires des marques Renault, Nissan et Dacia. Ces deux clientèles ont des attentes différentes qui nécessitent une approche spécifique en termes de marketing de l'offre, de processus de gestion, de ressources informatiques, de méthodes commerciales et de communication. L'organisation du groupe a été aménagée pour être en parfaite cohérence avec ces deux clientèles, pour renforcer son rôle de pilotage et de support, ainsi que pour accroître l'intégration avec Renault et Nissan, notamment dans les aspects marketing et commerciaux.

Conformément à la norme IFRS 8, la répartition par marché a donc été adoptée en tant que segmentation opérationnelle. Elle correspond à l'axe stratégique développé par l'entreprise. Les informations présentées sont établies sur la base des reportings internes communiqués au Comité Exécutif Groupe, identifié comme le « principal décideur opérationnel » au sens de la norme IFRS 8.

Les contributions par marché sont ainsi analysées, pour les différentes périodes présentées, sur les principaux agrégats du compte de résultat ainsi que sur l'encours moyen productif.

Le comité exécutif ayant décidé depuis le 1er janvier 2009 de suivre les précédentes activités Grand Public et Entreprises de manière consolidée (marché « Clientèle »), la répartition des secteurs opérationnels demandée par IFRS 8 a suivi la même segmentation.

L'activité Réseau recouvre les financements octroyés au Réseau de concessionnaires de l'alliance Renault-Nissan. L'activité Clientèle recouvre l'ensemble des financements et services associés, autres que ceux du Réseau. Les résultats de chacun de ces deux segments de marché sont présentés séparément. Les activités de refinancement et de holding sont regroupées au sein des « Autres activités ».

Les activités de financements des ventes Renault, Nissan, Dacia, Samsung et Datsun sont regroupées.

Activité	Clientèle	Réseau
Crédit	✓	✓
Location Financière	✓	NA
Location Opérationnelle	✓	NA
Services	✓	NA

4. ADAPTATION A L'ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE ET FINANCIER

Dans un environnement économique contrasté, RCI Banque, qui assure la plus grande partie du refinancement du groupe DIAC, maintient une politique financière prudente et renforce son dispositif de gestion et de contrôle de la liquidité.

Liquidité

La liquidité du groupe DIAC est gérée en central par RCI Banque.

Politique de refinancement de RCI Banque :

RCI Banque porte une grande attention à la diversification de ses sources d'accès à la liquidité. Depuis le déclenchement de la crise financière, l'entreprise a largement diversifié ses sources de financement. Au-delà de la base d'investisseurs obligataire historique en euros, de nouvelles zones de placement ont été exploitées avec succès, permettant l'accès aux marchés obligataires dans des devises multiples (USD, GBP, CHF, BRL, ARS, KRW, MAD, etc.), que ce soit pour financer les actifs européens ou pour accompagner le développement hors Europe.

Le recours au financement par titrisation, de format privé ou public, permet également d'élargir la base d'investisseurs.

Enfin, l'activité de collecte de dépôts, lancée en février 2012 et désormais déployée dans quatre pays, vient compléter cette diversification et permet à l'entreprise de s'adapter aux exigences de liquidité résultant des normes Bâle 3.

Le pilotage du risque de liquidité de RCI Banque est fondé sur plusieurs indicateurs ou analyses, réactualisés mensuellement sur la base des dernières prévisions d'encours (clientèle et réseaux) et des opérations de refinancement réalisées. Les lois d'écoulement des dépôts font l'objet d'hypothèses conservatrices, un coefficient multiplicateur étant appliqué aux sorties de trésorerie stressées retenues par le Comité de Bâle. Ce dispositif a fait l'objet d'un audit interne en 2013 et d'une revue par le régulateur bancaire (ACPR) et est renforcé par l'actualisation régulière des procédures internes :

- **La liquidité statique**

Cet indicateur mesure l'écart entre le passif et l'actif à une date donnée sans hypothèses de renouvellement de passif ou d'actif. Il matérialise une impasse de liquidité ou « Gap » de liquidité statique. La liquidité statique du groupe RCI Banque est analysée sur des « Gap » mensuels qui reprennent la décroissance du bilan.

- **La réserve de liquidité**

La réserve de liquidité correspond aux sources de liquidité d'urgence utilisables par RCI Banque en cas de besoin. Elle se compose d'actifs hautement liquides, *High Quality Liquid Assets* (HQLA) tels que définis par le comité de Bâle pour le calcul du ratio de liquidité LCR, d'actifs financiers à court terme non reconnus comme HQLA par le comité de Bâle, de lignes bancaires bilatérales confirmées et de collatéral mobilisable auprès de la Banque Centrale Européenne (BCE) et non déjà compté en HQLA ou actifs financiers à court terme.

- **La liquidité intrinsèque**

La liquidité intrinsèque se compose d'actifs hautement liquides, *High Quality Liquid Assets* (HQLA) tels que définis par le comité de Bâle pour le calcul du ratio de liquidité LCR, d'actifs financiers à court terme non reconnus comme HQLA par le comité de Bâle et de collatéral mobilisable auprès de la Banque Centrale Européenne (BCE) et non déjà compté en HQLA ou actifs financiers à court terme. Elle correspond à la réserve de liquidité, hors lignes bancaires bilatérales confirmées.

- **La liquidité dynamique**

Un *stress-scenario* permet de calculer le nombre de jours pendant lesquels le groupe RCI Banque peut, sans aucun recours supplémentaire au marché, disposer d'un montant de liquidités suffisant à la couverture de son activité passée et prévisionnelle. Ce calcul se base sur des hypothèses ou scénarios qui intègrent la poursuite de l'activité commerciale sans aucun accès à de nouveaux financements. Cet indicateur mesure le temps pendant lequel RCI Banque peut maintenir son activité commerciale, sur la base des dernières prévisions connues, dans un scénario d'absence totale de nouvelles ressources et en utilisant sa réserve de liquidité.

Pilotage du risque de liquidité du groupe DIAC :

Le pilotage du risque de liquidité du groupe DIAC est assuré par RCI Banque et se fonde sur les mêmes indicateurs, réactualisés mensuellement sur la base des dernières prévisions d'encours (clientèle et réseaux). La politique du groupe DIAC est de financer ses actifs par des passifs de maturité similaire. Ce dispositif au niveau de DIAC fait également l'objet d'audits internes et de revues par le régulateur bancaire (ACPR).

Risque au titre de l'activité de crédit

Le pilotage de la nouvelle production par la probabilité de défaut issue des systèmes de score a permis d'améliorer la qualité du portefeuille sur tous les grands marchés.

Les perspectives économiques restant incertaines, le pilotage centralisé de la politique d'acceptation mise en place au début de la crise a été maintenu. Le réglage des systèmes d'acceptation est ajusté en fonction de *stress tests* mis à jour trimestriellement sur les principaux pays par marché (particuliers, entreprises). Au final, la qualité de la production est en ligne avec les objectifs.

Dans un environnement en évolution permanente, le groupe DIAC a pour objectif de maintenir le risque de crédit global à un niveau compatible avec les attentes de la communauté financière et les cibles de rentabilité.

Rentabilité

RCI Banque revoit régulièrement les coûts de liquidité internes utilisés pour la tarification des opérations clientèle, permettant ainsi de maintenir une marge sur la production de nouveaux crédits en ligne avec les cibles budgétaires. De façon similaire, la tarification des financements accordés aux concessionnaires est indexée sur un taux de base interne reflétant le coût des fonds empruntés et des coussins de liquidité nécessaires à la continuité d'activité. Cette méthode permet de maintenir constante la rentabilité de cette activité.

Gouvernance

Le suivi des indicateurs de liquidité fait l'objet d'un point spécifique à chacun des comités financiers mensuels.

Le comité de gestion du groupe DIAC suit également systématiquement les indicateurs de risque et de marge instantanée prévisionnelle, qui complètent les analyses habituelles de la rentabilité des filiales.

Exposition au risque de crédit bancaire

Les excédents de trésorerie ponctuels et temporaires du groupe DIAC sont déposés chez RCI Banque.

5. REFINANCEMENT

Pour le groupe DIAC, la diversification des ressources s'est traduite sur l'exercice 2014 par une nouvelle opération de titrisation publique à taux fixe adossée à des crédits automobiles à la clientèle France pour 700 M€.

Rien de nouveau à signaler pour l'exercice 2015.

6. NOTES SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS

Note 1 : Secteurs opérationnels

En millions d'euros	Clientèle	Réseau	Autres	Total 12/2015
Encours productif moyen	6 338	2 444		8 782
Produit net bancaire	277	48		325
Résultat brut d'exploitation	159	39		198
Résultat d'exploitation	133	39		172
Résultat avant impôts	133	39		172

En millions d'euros	Clientèle	Réseau	Autres	Total 12/2014
Encours productif moyen	6 062	2 461		8 523
Produit net bancaire	275	45		320
Résultat brut d'exploitation	159	36		195
Résultat d'exploitation	134	35		169
Résultat avant impôts	133	36		169

Les contributions par marché sont analysées, pour les différentes périodes présentées, sur les principaux agrégats du compte de résultat ainsi que sur l'encours moyen productif.

Au niveau du Produit Net Bancaire, étant donné que la majorité des produits sectoriels du groupe Diac provient d'intérêts, ces derniers sont présentés nets des charges d'intérêts.

La détermination des résultats par secteur d'activité repose sur des conventions analytiques internes de refacturation ou de valorisation des moyens affectés. Les fonds propres alloués à chacun des pôles d'activité sont ceux effectivement mis à la disposition des filiales et succursales, répartis ensuite entre activités en fonction de règles analytiques internes.

L'Encours Productif Moyen est l'indicateur opérationnel utilisé pour le suivi des encours. Cet indicateur représentant une moyenne arithmétique des encours, sa valeur est par conséquent différente des encours figurant à l'actif du groupe Diac tels que présentés aux notes 3 et 4 des Annexes : Opérations avec la clientèle et assimilées / Ventilation des opérations avec la clientèle par segment d'activité.

1.2 - Segmentation géographique

L'intégralité des opérations du groupe Diac est réalisée en France.

Note 2 : Prêts et créances sur les établissements de crédit

En millions d'euros	12/2015	12/2014
Créances à vue sur les établissements de crédit	331	153
Comptes ordinaires débiteurs	331	153
Créances à terme sur les établissements de crédit	2 287	2 079
Comptes et prêts à terme	2 286	2 078
Créances rattachées	1	1
Total des prêts et créances sur les établissements de crédit (*)	2 618	2 232
<i>(*) Dont entreprises liées</i>	<i>2 464</i>	<i>2 084</i>

Les créances à vue sont un élément constitutif du poste « Trésorerie et équivalents de trésorerie » figurant dans le tableau de flux de trésorerie.

Les comptes courants bancaires détenus par les fonds commun de titrisation contribuent pour partie au rehaussement de crédit des fonds. Ils s'élèvent à 151 millions d'euros au 31 décembre 2015 et sont classés parmi les comptes ordinaires débiteurs.

Note 3 : Opérations avec la clientèle et assimilées

En millions d'euros	12/2015	12/2014
Prêts et créances sur la clientèle	10 075	9 409
Opérations avec la clientèle	5 722	5 692
Opérations de location financière	4 353	3 717
Opérations de location opérationnelle	203	145
Total opérations avec la clientèle et assimilées	10 278	9 554

La valeur brute des encours restructurés, suite à l'ensemble des mesures et de concessions envers les clients emprunteurs qui rencontrent (ou sont susceptibles à l'avenir de rencontrer) des difficultés financières, s'élève à 17 millions d'euros et est dépréciée à hauteur de 7 millions d'euros au 31 décembre 2015.

3.1 - Opérations avec la clientèle

En millions d'euros	12/2015	12/2014
Créances sur la clientèle	5 832	5 826
Affacturage	350	300
Autres crédits à la clientèle	5 217	5 157
Comptes ordinaires débiteurs	56	107
Créances douteuses et compromises	209	262
Créances rattachées sur clientèle	6	6
Autres crédits à la clientèle	6	6
Eléments intégrés au coût amorti sur créances clientèle	67	57
Etalement des frais de dossiers et divers	(22)	(18)
Etalement de la participation reçue du constructeur ou du réseau	(3)	(8)
Etalement des rémunérations versées aux apporteurs d'affaires	92	83
Dépréciation des créances sur la clientèle	(183)	(197)
Dépréciation sur créances incidentées ou à risque	(48)	(40)
Dépréciation des créances douteuses et compromises	(135)	(157)
Total net des créances sur la clientèle	5 722	5 692

Les opérations de titrisation n'ont pas eu pour conséquence de déconsolider l'encours cédé. Les créances cédées, les intérêts courus qui y sont rattachés ainsi que les provisions afférentes figurent toujours à l'actif du bilan du groupe.

Les créances d'affacturage résultent de l'acquisition par le groupe de créances commerciales cédées par l'alliance Renault-Nissan.

3.2 - Opérations de location financière

En millions d'euros	12/2015	12/2014
Créances sur opérations de location financière	4 367	3 746
Crédit-bail et location longue durée	4 296	3 676
Créances douteuses et compromises	71	70
Créances rattachées sur opérations de location financière	5	5
Crédit-bail et location longue durée	4	4
Créances douteuses et compromises	1	1
Eléments intégrés au coût amorti sur opérations de location financière	34	17
Etalement de la participation reçue du constructeur ou du réseau	(31)	(28)
Etalement des rémunérations versées aux apporteurs d'affaires	65	45
Dépréciation des créances sur opérations de location financière	(53)	(51)
Dépréciation sur créances incidentées ou à risque	(6)	(5)
Dépréciation des créances douteuses et compromises	(47)	(46)
Total net des créances sur opérations de location financière	4 353	3 717

Rapprochement entre l'investissement brut dans les contrats de location financière à la date de clôture et la valeur actualisée des paiements minimaux à recevoir

En millions d'euros	< 1 an	de 1 à 5 ans	> 5 ans	Total 12/2015
Location financière - Investissement net	2 148	2 255	3	4 406
Location financière - Intérêts futurs à recevoir	77	38		115
Location financière - Investissement brut	2 225	2 293	3	4 521
Valeur résiduelle garantie revenant au groupe RCI Banque	1 341	1 302	3	2 646
<i>Dont valeur résiduelle garantie par les parties liées</i>	<i>1 145</i>	<i>970</i>	<i>3</i>	<i>2 118</i>
Paiements minimaux à recevoir au titre de la location (hors montants garantis par les parties liées en application d'IAS 17)	1 080	1 323		2 403

En millions d'euros	< 1 an	de 1 à 5 ans	> 5 ans	Total 12/2014
Location financière - Investissement net	1 936	1 831	1	3 768
Location financière - Intérêts futurs à recevoir	64	33		97
Location financière - Investissement brut	2 000	1 864	1	3 865
Valeur résiduelle garantie revenant au groupe RCI Banque	1 127	1 012	1	2 140
<i>Dont valeur résiduelle garantie par les parties liées</i>	<i>948</i>	<i>781</i>	<i>1</i>	<i>1 730</i>
Paiements minimaux à recevoir au titre de la location (hors montants garantis par les parties liées en application d'IAS 17)	1 052	1 083		2 135

3.3 - Opérations de location opérationnelle

En millions d'euros	12/2015	12/2014
Immobilisations données en location	203	145
Valeur brute des immobilisations données en location	237	166
Amortissements sur immobilisations données en location	(34)	(21)
Créances sur opérations de location opérationnelle	3	2
Créances saines	3	2
Dépréciation des opérations de location opérationnelle	(3)	(2)
Dépréciation de la valeur résiduelle	(3)	(2)
Total net des opérations de location opérationnelle	203	145

Montant des paiements futurs minimaux à recevoir au titre des contrats de location opérationnelle non

En millions d'euros	12/2015	12/2014
Inférieur à 1 an	18	14
De 1 an à 5 ans	25	22
Supérieur à 5 ans		
Total	43	36

3.4 - Exposition maximale au risque de crédit et indication sur la qualité des créances jugées saines par le groupe Diac

L'exposition consolidée maximale au risque de crédit s'établit à 14 271 millions d'euros au 31 décembre 2015. Cette exposition comprend principalement les encours nets de financement des ventes, débiteurs divers et produits dérivés actifs ainsi que les engagements de financement irrévocables présents au hors bilan consolidé du groupe Diac (cf. note 17 Engagements donnés).

Montant des créances échues

En millions d'euros	12/2015	dont non dépréciées (1)	12/2014	dont non dépréciées (1)
Depuis 0 à 3 mois	84	71	137	120
Depuis 3 à 6 mois	4		4	
Depuis 6 mois à 1 an	6		6	
Depuis plus de 1 an	154		163	
Total des créances échues	248	71	310	120

(1) Ne comprend que les créances de financement des ventes non dépréciées, soit totalement, soit partiellement sur une base individuelle.

Les risques sur la qualité des crédits de la clientèle font l'objet d'une évaluation (par système de score) et d'un suivi par type d'activité (Clientèle et Réseau). A la date de clôture des comptes, aucun élément ne remet en cause la qualité de crédit des créances de financement des ventes non échues et non dépréciées.

Par ailleurs, il n'existe pas de concentration de risques significative au sein de la clientèle du Financement des ventes.

Le montant des garanties détenues sur les créances douteuses ou incidentées est de 175 millions d'euros au 31 décembre 2015 (RS+CI).

Note 4 : Ventilation des opérations avec la clientèle par segment d'activité

En millions d'euros	Clientèle	Réseau	Autres	Total 12/2015
Valeur brute	7 404	3 050	63	10 517
Créances saines	7 183	2 992	61	10 236
Créances douteuses	44	49	1	94
Créances compromises	177	9	1	187
<i>% des créances douteuses et compromises sur le total des créances</i>	<i>2,98%</i>	<i>1,90%</i>	<i>3,17%</i>	<i>2,67%</i>
Dépréciation sur base individuelle	(175)	(39)	(1)	(215)
Dépréciation créances saines	(12)	(21)		(33)
Dépréciation créances douteuses	(21)	(9)	(1)	(31)
Dépréciation créances compromises	(142)	(9)		(151)
Dépréciation collective sectorielle	(3)	(21)		(24)
Dépréciation des créances	(3)	(21)		(24)
Total des valeurs nettes (*)	7 226	2 990	62	10 278

(*) Dont entreprises liées (Hors participations reçues et rémunérations versées) 6 373 38 417

En millions d'euros	Clientèle	Réseau	Autres	Total 12/2014
Valeur brute	6 734	2 961	109	9 804
Créances saines	6 505	2 859	107	9 471
Créances douteuses	42	92	1	135
Créances compromises	187	10	1	198
<i>% des créances douteuses et compromises sur le total des créances</i>	<i>3,40%</i>	<i>3,44%</i>	<i>1,83%</i>	<i>3,40%</i>
Dépréciation sur base individuelle	(179)	(50)	(1)	(230)
Dépréciation créances saines	(10)	(17)		(27)
Dépréciation créances douteuses	(22)	(24)		(46)
Dépréciation créances compromises	(147)	(9)	(1)	(157)
Dépréciation collective sectorielle	(3)	(17)		(20)
Dépréciation des créances	(3)	(17)		(20)
Total des valeurs nettes (*)	6 552	2 894	108	9 554

(*) Dont entreprises liées (Hors participations reçues et rémunérations versées) 137 388 88 613

L'information sectorielle est détaillée en note 1.

La classification « Autres » regroupe principalement les comptes acheteurs et ordinaires avec les concessionnaires et le groupe Renault.

Note 5 : Comptes de régularisation et actifs divers

En millions d'euros	12/2015	12/2014
Créances d'impôts et taxes fiscales	87	16
Créances d'impôts courants	10	7
Créances d'impôts différés	1	3
Créances fiscales hors impôts courants	76	6
Comptes de régularisation et actifs divers	250	301
Autres débiteurs divers	127	160
Comptes de régularisation actif	6	5
Valeurs reçues à l'encaissement	117	136
Total des comptes de régularisation et actifs divers (*)	337	317
<i>(*) Dont entreprises liées</i>	<i>110</i>	<i>161</i>

Les actifs d'impôts différés sont analysés en note 25.

Note 6 : Immobilisations corporelles et incorporelles

En millions d'euros	12/2015	12/2014
Valeur nette des immobilisations incorporelles	2	2
Valeur brute	23	22
Amortissements et provisions	(21)	(20)
Valeur nette des immobilisations corporelles	17	18
Valeur brute	78	78
Amortissements et provisions	(61)	(60)
Total net des immobilisations corporelles et incorporelles	19	20

Note 7 : Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle ou représentées par un titre**7.1 - Dettes envers les établissements de crédit**

En millions d'euros	12/2015	12/2014
Dettes à vue envers les établissements de crédit	156	93
Comptes ordinaires créditeurs	103	65
Autres sommes dues	52	27
Dettes rattachées	1	1
Dettes à terme envers les établissements de crédit	9 047	8 092
Comptes et emprunts à terme	8 989	8 022
Dettes rattachées	58	70
Total des dettes envers les établissements de crédit (*)	9 203	8 185
<i>(*) Dont entreprises liées</i>	<i>9 019</i>	<i>8 073</i>

Les dettes à vue sont un élément constitutif du poste « Trésorerie et équivalents de trésorerie » figurant dans le tableau de flux de trésorerie.

7.2 - Dettes envers la clientèle

En millions d'euros	12/2015	12/2014
Comptes créditeurs de la clientèle	19	16
Comptes ordinaires créditeurs	19	16
Autres sommes dues à la clientèle et dettes rattachées	4	6
Autres sommes dues à la clientèle	4	5
Dettes rattachées sur comptes créditeurs à vue		1
Total des dettes envers la clientèle	23	22

7.3 - Dettes représentées par un titre

En millions d'euros	12/2015	12/2014
Titres de créances négociables (1)	140	265
Certificats de dépôt	102	265
BMTN et assimilés	38	
Autres dettes représentées par un titre (2)	2 146	2 058
Autres dettes représentées par un titre	2 146	2 058
Total des dettes représentées par un titre (*)	2 286	2 323

(*) Dont entreprises liées

1 520

1 149

- (1) Les certificats de dépôts, les billets de trésorerie et les papiers commerciaux sont émis par Diac S.A.
- (2) Les autres dettes représentées par un titre correspondent principalement aux titres émis par les véhicules de titrisation créés pour les besoins des opérations de titrisation française (DIAC S.A)

7.4 - Ventilation des dettes par méthode d'évaluation

En millions d'euros	12/2015	12/2014
Dettes envers les établissements de crédit	9 203	8 185
Dettes envers la clientèle	23	22
Dettes représentées par un titre	2 286	2 323
Total des dettes financières	11 512	10 530

Les emprunts auprès de la SFEF (Société de Financement de l'Economie Française) comptabilisés en dettes évaluées au coût amorti - couverture juste valeur sont arrivés à terme courant 2014. La juste valeur de la dette était couverte jusqu'au terme de l'emprunt.

7.5 - Ventilation de l'endettement par taux avant dérivés

En millions d'euros	Variable	Fixe	12/2015
Dettes sur les établissements de crédit	2 737	6 466	9 203
Dettes envers la clientèle	5	18	23
Titres de créances négociables	88	52	140
Autres dettes représentées par un titre	1 380	766	2 146
Total de l'endettement par taux	4 210	7 302	11 512

En millions d'euros	Variable	Fixe	12/2014
Dettes sur les établissements de crédit	2 475	5 710	8 185
Dettes envers la clientèle	5	17	22
Titres de créances négociables	114	151	265
Autres dettes représentées par un titre	1 676	382	2 058
Total de l'endettement par taux	4 270	6 260	10 530

La majorité des passifs à taux révisable ont une période de fixation maximale de 3 mois.

7.6 - Ventilation de l'endettement par durée restant à courir

La ventilation des dettes par échéance est exposée en note 13

Note 8 : Titrisation

TITRISATION - Opérations publiques				
Pays	France	France	France	France
Entités cédantes	DIAC SA	DIAC SA	DIAC SA	DIAC SA
Collatéral concerné	Crédits automobiles à la clientèle	Crédits automobiles à la clientèle	Crédits automobiles à la clientèle	Créances concessionnaires indépendants
Véhicule d'émission	CARS Alliance Auto Loans France FCT Master	CARS Alliance Auto Loans France V2012-1	CARS Alliance Auto Loans France V 2014-1	FCT Cars Alliance DFP France
Date de début	mai 2012	novembre 2012	octobre 2014	juillet 2013
Maturité légale des fonds	août 2030	février 2024	janvier 2026	juillet 2023
Montant des créances cédées à l'origine	715 M€	826 M€	700 M€	1 020 M€
Réhaussement de crédit à la date initiale	Cash reserve pour 1% Sur-collatéralisation en créances de 15,1%	Cash reserve pour 1% Sur-collatéralisation en créances de 13,5%	Cash reserve pour 1% Sur-collatéralisation en créances de 11,5%	Cash reserve pour 1% Sur-collatéralisation en créances de 20,35%
Créances cédées au 31 décembre 2015	899 M€	157 M€	596 M€	1 060 M€
Titres émis au 31 décembre 2015 (y compris parts éventuellement souscrites par le groupe RCI Banque)	Class A Notation : AAA 765 M€	Class A Notation : AAA 55 M€	Class A Notation : AAA 532 M€	Class A Notation : AAA 750 M€
	Class B Non noté 137 M€	Class B Non noté 109 M€	Class B Notation : notation : A+ 44 M€	
Période	Revolving	Amortissement	Amortissement	Revolving
Nature de l'opération	Auto-souscrite	Marché	Marché	Auto-souscrite

En 2015 aucune nouvelle opération de titrisation publique n'a eu lieu contrairement à l'exercice 2014 ou les exercices précédents.

Toutes les opérations de titrisation du groupe répondent à l'exigence de rétention de 5% du capital économique mentionné à l'article 405 de la directive européenne n° 575/2013.

Ces opérations n'ont pas eu pour conséquence la décomptabilisation des créances cédées, le montant des créances de financement des ventes ainsi maintenu au bilan s'élève à 2 712 M€ au 31 décembre 2015 contre 2 648 M€ au 31 décembre 2014), soit :

- pour les titrisations placées sur le marché : 753 M€
- pour les titrisations auto-souscrites : 1 959 M€

La juste valeur de ces créances est de 2 696 M€ au 31 décembre 2015.

Un passif de 2 145 M€ a été comptabilisé en « Autres dettes représentées par un titre » correspondant aux titres émis lors des opérations de titrisation, la juste valeur de ce passif est de 2 143 M€ au 31 décembre 2015.

La différence entre le montant des créances cédées et le montant du passif cité précédemment correspond au rehaussement de crédit nécessaire à ces opérations ainsi qu'à la quote-part des titres conservés par le groupe Diac, constituant une réserve de liquidité.

Note 9 : Comptes de régularisation et passifs divers

En millions d'euros	12/2015	12/2014
Dettes d'impôts et taxes fiscales	255	267
Dettes d'impôts courants	17	13
Dettes d'impôts différés	237	252
Dettes fiscales hors impôts courants	1	2
Comptes de régularisation et passifs divers	577	498
Dettes sociales	30	29
Autres créditeurs divers	410	338
Comptes de régularisation passif	137	131
Total des comptes de régularisation et passifs divers (*)	832	765
<i>(*) Dont entreprises liées</i>	<i>227</i>	<i>167</i>

Les passifs d'impôts différés sont analysés en note 25.

Note 10 : Provisions

En millions d'euros	12/2014	Dotations	Reprises		Autres (*) variations	12/2015
			Utilisées	Non Utilisées		
Provisions sur opérations bancaires	9	3		(5)	1	8
Autres provisions	9	3		(5)	1	8
Provisions sur opérations non bancaires	46	4	(10)	(1)	(3)	36
Provisions pour engagements de retraite et ass.	32	2	(1)		(3)	30
Provisions pour risques fiscaux et litiges	14	2	(9)	(1)		6
Total des provisions	55	7	(10)	(6)	(2)	44

() Autres variations = Reclassement, effet des variations de change, effet de la variation du périmètre*

Chacun des litiges connus dans lesquels DIAC SA ou des sociétés du groupe sont impliqués fait l'objet d'un examen à la date d'arrêté des comptes. Après avis des conseils juridiques, les provisions jugées nécessaires sont, le cas échéant, constituées pour couvrir les risques estimés.

Les sociétés du groupe font périodiquement l'objet de contrôles fiscaux dans les pays où elles sont implantées. Les rappels d'impôts et taxes acceptés sont comptabilisés par voie de provisions. Les rappels contestés sont pris en compte, au cas par cas, selon des estimations intégrant le risque que le bien-fondé des actions et recours engagés puisse ne pas prévaloir.

Provisions pour engagements de retraite et assimilés

Principales hypothèses actuarielles retenues	France	
	12/2015	12/2014
Age de départ à la retraite	67 ans	67 ans
Evolution des salaires	2,06%	2,26%
Taux d'actualisation financière	2,10%	1,89%
Taux de départ	5,40%	5,83%

Variation des provisions pour engagements de retraite au cours de l'exercice

En millions d'euros	Valeur actuarielle de l'obligation (A)	Juste valeur des actifs du régime (B)	Plafonnement de l'actif (C)	Passif (actif) net au titre de prestations définies (A)-(B)-(C)
Solde à l'ouverture de la période	32			32
Coût des services rendus de la période	2			2
Intérêt net sur le passif (actif) net	1			1
Charge (produit) au compte de résultat	3			3
Pertes et gains actuariels sur l'obligation découlant des changements d'hypothèses démographiques	(2)			(2)
Pertes et gains actuariels sur l'obligation découlant des changements d'hypothèses financières	(4)			(4)
Pertes et gains actuariels sur l'obligation découlant des effets d'expérience	2			2
Réévaluation du passif (actif) net en Autres éléments du résultat global	(4)			(4)
Prestations payées au titre du régime	(1)			(1)
Solde à la clôture de l'exercice	30			30

Note 11 : Dépréciations et provisions constituées en couverture d'un risque de contrepartie

En millions d'euros	12/2014	Dotations	Reprises		Autres (*) variations	12/2015
			Utilisées	Non Utilisées		
Dépréciations sur opérations bancaires	250	226	(175)	(64)	2	239
Opérations avec la clientèle (sur base individuelle)	230	218	(175)	(60)	2	215
Opérations avec la clientèle (sur base collective)	20	8		(4)		24
Provisions sur opérations non bancaires	5	1	(1)			5
Autres couvertures d'un risque de contrepartie	5	1	(1)			5
Total couverture des risques de contreparties	255	227	(176)	(64)	2	244

(*) Autres variations = Reclassement, effet des variations de change, effet de la variation du périmètre

La ventilation par marché des dépréciations de l'actif liées aux opérations avec la clientèle est présentée en note 4.

Note 12 : Dettes subordonnées

En millions d'euros	12/2015	12/2014
Titres participatifs	12	10
Dettes rattachées sur titres participatifs		1
Total des dettes subordonnées	12	11

La rémunération des titres participatifs émis en 1985 par Diac SA comprend une partie fixe égale au TAM (Taux annuel monétaire) et une partie variable obtenue en appliquant à 40 % du TAM le taux de progression du résultat net consolidé du sous-groupe Diac de l'exercice par rapport à celui de l'exercice précédent.

La rémunération annuelle est comprise entre 100% et 130% du TAM, et est assortie d'un taux plancher de 6.5%.

Note 13 : Ventilation des actifs et passifs financiers par durée restant à courir

En millions d'euros	< 3 mois	de 3 à 12 mois	de 1 à 5 ans	> 5 ans	Total 12/2015
Actifs financiers	3 933	3 617	5 120	23	12 693
Prêts et créances sur les établissements de crédit	735	418	1 465		2 618
Prêts et créances sur la clientèle	3 198	3 199	3 655	23	10 075
Passifs financiers	3 903	2 784	4 825	12	11 524
Dettes envers les établissements de crédit	3 608	2 380	3 215		9 203
Dettes envers la clientèle	23				23
Dettes représentées par un titre	272	404	1 610		2 286
Dettes subordonnées				12	12

En millions d'euros	< 3 mois	de 3 à 12 mois	de 1 à 5 ans	> 5 ans	Total 12/2014
Actifs financiers	3 373	3 293	4 964	8	11 638
Instruments dérivés	(3)				(3)
Prêts et créances sur les établissements de crédit	370	174	1 688		2 232
Prêts et créances sur la clientèle	3 006	3 119	3 276	8	9 409
Passifs financiers	2 442	3 874	4 214	11	10 541
Dettes envers les établissements de crédit	2 146	3 361	2 678		8 185
Dettes envers la clientèle	22				22
Dettes représentées par un titre	274	513	1 536		2 323
Dettes subordonnées				11	11

Note 14 : Ventilation des flux futurs contractuels par échéance

En millions d'euros	< 3 mois	de 3 à 12 mois	de 1 à 5 ans	> 5 ans	Total 12/2015
Passifs financiers	3 933	2 828	4 886	9	11 656
Dettes envers les établissements de crédit	3 577	2 351	3 215		9 143
Dettes envers la clientèle	23				23
Dettes représentées par un titre	274	404	1 610		2 288
Dettes subordonnées				9	9
Intérêts futurs à payer	59	73	61		193
Engagements de financements et garanties donnés	1 038				1 038
Total flux futurs contractuels par échéance	4 971	2 828	4 886	9	12 694

En millions d'euros	< 3 mois	de 3 à 12 mois	de 1 à 5 ans	> 5 ans	Total 12/2014
Passifs financiers	2 451	3 937	4 312	16	10 716
Dettes envers les établissements de crédit	2 110	3 326	2 678		8 114
Dettes envers la clientèle	21				21
Dettes représentées par un titre	274	513	1 536		2 323
Dettes subordonnées				9	9
Intérêts futurs à payer	46	98	98	7	249
Engagements de financements et garanties donnés	821				821
Total flux futurs contractuels par échéance	3 272	3 937	4 312	16	11 537

La somme des flux futurs contractuels n'est pas égale aux valeurs bilancielle notamment en raison de la prise en compte des intérêts futurs contractuels et des coupons de swaps non actualisés.

Pour les autres passifs financiers non dérivés, les flux contractuels correspondent au remboursement du nominal et au paiement des intérêts.

Pour les instruments financiers à taux variable, les intérêts ont été estimés sur la base du taux d'intérêt en vigueur au 31 décembre 2015.

**Note 15 : Juste Valeur des actifs et passifs financiers (en application d'IFRS 7 et d'IFRS 13)
et décomposition par niveau des actifs et des passifs à la juste valeur**

En millions d'euros - 31/12/2015	Valeur Comptable	Fair Value				Ecart (*)
		Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	JV (*)	
Actifs financiers	12 693		2 618	10 121	12 739	46
Prêts et créances sur les établissements de crédit	2 618		2 618		2 618	
Prêts et créances sur la clientèle	10 075			10 121	10 121	46
Passifs financiers	11 524	12	11 508		11 520	4
Dettes envers les établissements de crédit	9 203		9 201		9 201	2
Dettes envers la clientèle	23		23		23	
Dettes représentées par un titre	2 286		2 284		2 284	2
Dettes subordonnées	12	12			12	

(*) JV : Juste valeur - Ecart : Gains ou pertes latents

En millions d'euros - 31/12/2014	Valeur Comptable	Fair Value				Ecart (*)
		Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	JV (*)	
Actifs financiers	11 638		2 229	9 426	11 655	17
Instruments dérivés	(3)		(3)		(3)	
Prêts et créances sur les établissements de crédit	2 232		2 232		2 232	
Prêts et créances sur la clientèle	9 409			9 426	9 426	17
Passifs financiers	10 541	11	10 538		10 549	(8)
Dettes envers les établissements de crédit	8 185		8 186		8 186	(1)
Dettes envers la clientèle	22		22		22	
Dettes représentées par un titre	2 323		2 330		2 330	(7)
Dettes subordonnées	11	11			11	

(*) JV : Juste valeur - Ecart : Gains ou pertes latents

Hypothèses et méthodes retenues

La hiérarchie à 3 niveaux des instruments financiers comptabilisés à la juste valeur au bilan, telle que demandée par la norme IFRS 7 est la suivante :

- Niveau 1 : évaluations basées sur des prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments financiers identiques.
- Niveau 2 : évaluations basées sur des prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments financiers similaires ou évaluations pour lesquelles toutes les données significatives sont basées sur des données de marché observables.
- Niveau 3 : techniques d'évaluation pour lesquelles des données significatives ne sont pas basées sur des données de marché observables.

Les justes valeurs estimées ont été déterminées en utilisant les informations disponibles sur les marchés et les méthodes d'évaluation appropriées selon les types d'instruments.

Toutefois, les méthodes et hypothèses retenues sont par nature théoriques, et une part importante de jugement intervient dans l'interprétation des données du marché. L'utilisation d'hypothèses différentes et/ou de méthodes d'évaluation différentes pourrait avoir un effet significatif sur les valeurs estimées.

Les justes valeurs ont été déterminées sur la base des informations disponibles à la date de clôture de chaque exercice, et ne prennent donc pas en compte l'effet des variations ultérieures.

En règle générale, quand l'instrument financier est coté sur un marché actif et liquide, le dernier cours coté est utilisé pour calculer la valeur de marché. Pour les instruments non cotés, la valeur de marché est déterminée à partir de modèles de valorisation reconnus qui utilisent des paramètres de marché observables. Si le groupe Diac ne dispose pas des outils de valorisation, notamment pour les produits complexes, les valorisations sont obtenues auprès d'établissements financiers de premier plan.

Les principales hypothèses et méthodes d'évaluation retenues sont :

- Actifs financiers

Les prêts à taux fixe ont été estimés en actualisant les flux futurs aux taux proposés par le groupe Diac au 31 décembre 2014 et au 31 décembre 2015 pour des prêts de conditions et échéances similaires.

Les titres en niveau 3 correspondent aux titres de participations non consolidés pour lesquels il n'existe pas de cotation.

- Prêts et créances à la clientèle

Les créances de financement des ventes ont été estimées en actualisant les flux futurs au taux auquel des prêts similaires (conditions, échéance et qualité du débiteur) seraient accordés au 31 décembre 2014 et au 31 décembre 2015.

Les créances à la clientèle qui ont une durée de vie inférieure à un an ne sont pas actualisées, leur juste valeur ne présentant pas d'écart significatif avec la valeur nette comptable.

- Passifs financiers

La juste valeur des passifs financiers a été déterminée par l'actualisation des flux futurs aux taux proposés au groupe Diac au 31 décembre 2014 et au 31 décembre 2015 pour des emprunts de conditions et échéances similaires. Les flux prévisionnels sont donc actualisés selon une courbe de taux zéro-coupon, incluant le spread de RCI Banque des émissions sur le marché secondaire contre 3 mois.

Note 16 : Accords de compensation et autres engagements similaires**Tableau de synthèse des compensations des actifs et passifs financiers**

En millions d'euros - 31/12/2015	Valeur Brute comptable avant compensation	Montants bruts compensés	Montant net au bilan	Montants non compensés			Exposition nette
				Instruments financiers au passif	Garantie au Passif	Garantie hors bilan	
Actifs	372	(372)					
Créances de financements Réseau (1)	372	(372)					

En millions d'euros - 31/12/2014	Valeur Brute comptable avant compensation	Montants bruts compensés	Montant net au bilan	Montants non compensés			Exposition nette
				Instruments financiers au passif	Garantie au Passif	Garantie hors bilan	
Actifs	386	(386)					
Créances de financements Réseau (1)	386	(386)					

(1) La valeur brute comptable des créances de financement réseau correspondent pour 372 M€ à celles sur le groupe Renault Retail Groupe en 2015, contre 386 M€ en 2014. Leurs expositions sont intégralement couvertes par un gage espèces accordé par le constructeur Renault au groupe RCI Banque.

Note 17 : Engagements donnés

En millions d'euros	12/2015	12/2014
Engagements en faveur de la clientèle	1 039	821
Total des engagements donnés (*)	1 039	821

(*) Dont entreprises liées

2

Note 18 : Engagements reçus

En millions d'euros	12/2015	12/2014
Engagements de financement	1 005	1 053
Engagements reçus d'établissements de crédit	1 005	1 053
Engagements de garantie	3 606	3 049
Engagements reçus d'établissements de crédit	152	105
Engagements reçus de la clientèle	808	803
Engagements de reprise reçus	2 646	2 141
Total des engagements reçus (*)	4 611	4 102

(*) Dont entreprises liées

3 248

2 862

Garanties et collatéraux

Les garanties ou collatéraux permettent de se prémunir partiellement ou en totalité contre le risque de pertes dû à l'insolvabilité du débiteur (hypothèques, nantisements, lettres d'intention, garanties bancaires à la première demande pour l'octroi de prêts aux concessionnaires et à la clientèle particulière dans certains cas). Les garants font l'objet d'une notation interne ou externe actualisée au moins annuellement.

Dans le but de réduire sa prise de risques, le groupe Diac mène donc une gestion active et rigoureuse de ses suretés notamment en les diversifiant : assurance-crédit, garanties personnelles et autres.

Note 19 : Intérêts et produits assimilés

En millions d'euros	12/2015	12/2014
Intérêts et produits assimilés	524	571
Opérations avec les établissements de crédit	26	35
Opérations avec la clientèle	232	264
Opérations de location financière	265	270
Intérêts courus et échus des instruments de couverture	1	2
Etalement des rémunérations versées aux apporteurs d'affaires	(106)	(96)
Opérations avec la clientèle	(66)	(58)
Opérations de location financière	(40)	(38)
Total des intérêts et produits assimilés (*)	418	475

(*) Dont entreprises liées

83 105

La titrisation des créances n'ayant pas fait l'objet d'une déconsolidation, les intérêts relatifs aux créances cédées au travers de ces opérations figurent toujours en intérêts et produits sur opérations avec la clientèle.

Note 20 : Intérêts et charges assimilées

En millions d'euros	12/2015	12/2014
Opérations avec les établissements de crédit	(176)	(226)
Opérations de location financière		(1)
Charges sur dettes représentées par un titre	(22)	(29)
Autres intérêts et charges assimilés	(1)	(1)
Total des intérêts et charges assimilés (*)	(199)	(257)

(*) Dont entreprises liées

(190) (244)

Note 21 : Gains (pertes) nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat

En millions d'euros	12/2015	12/2014
Gains et pertes nets sur titres participatifs évalués à la juste valeur	(2)	(1)
Couvertures de juste valeur : variation instruments de couverture		(3)
Couvertures de juste valeur : variation éléments couverts		3
Total des gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur	(2)	(1)

Note 22 : Charges des autres activités

En millions d'euros	12/2015	12/2014
Autres produits d'exploitation bancaire	355	343
Prestations accessoires aux contrats de financement	210	217
Produits des activités de services	54	51
Produits liés aux fins de contrats de location non-douteux	47	39
dont reprise de dépréciation des valeurs résiduelles	3	1
Opérations de location opérationnelle	32	22
Autres produits d'exploitation bancaire	12	14
dont reprise de provisions pour risques bancaires	4	7
Autres charges d'exploitation bancaire	(245)	(244)
Coûts des prestations accessoires aux contrats de financement	(112)	(124)
Coûts des activités de services	(46)	(45)
Charges liées aux fins de contrats de location non-douteux	(44)	(35)
dont dotation de dépréciation des valeurs résiduelles	(5)	
Coûts de distribution non assimilables à des intérêts	(19)	(18)
Opérations de location opérationnelle	(19)	(13)
Autres charges d'exploitation bancaire	(5)	(9)
dont dotation aux provisions pour risques bancaires	(3)	(4)
Autres produits et charges d'exploitation non bancaire		4
Autres produits d'exploitation non bancaire	5	10
Autres charges d'exploitation non bancaire	(5)	(6)
Total des produits et charges nets des autres activités (*)	110	103
<i>(*) Dont entreprises liées</i>	25	21

Les prestations et les coûts des prestations accessoires aux contrats de financement ainsi que les produits et les coûts des activités de services se rapportent principalement à des prestations d'assurance et d'entretien.

Note 23 : Charges générales d'exploitation et des effectifs

En millions d'euros	12/2015	12/2014
Frais de personnel	(81)	(80)
Rémunération du personnel	(32)	(35)
Charges de retraites et assimilées	(9)	(7)
Autres charges sociales	(34)	(32)
Autres charges de personnel	(7)	(7)
Crédit d'impôt calculé sur les salaires (CICE)	1	1
Autres frais administratifs	(42)	(41)
Impôts et taxes hors IS	(10)	(10)
Loyers	(5)	(5)
Autres frais administratifs	(27)	(26)
Total des charges générales d'exploitation (*)	(123)	(121)
<i>(*) Dont entreprises liées</i>	56	55

Effectif moyen en nombre	12/2015	12/2014
Financements et services en France	1 324	1 305
Total Groupe RCI Banque	1 324	1 305

Les autres charges de personnel comprennent les flux relatifs aux provisions pour restructuration et pour risques liés au personnel. Conformément aux normes IFRS applicables au groupe Diac SA, la Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE) est classée en « Impôts et taxes hors IS ».

Note 24 : Coût du risque par catégorie de clientèle

En millions d'euros	12/2015	12/2014
Coût du risque sur financement clientèle	(26)	(26)
Dotations pour dépréciation	(158)	(174)
Reprises de dépréciation	163	189
Pertes sur créances irrécouvrables	(43)	(44)
Récupérations sur créances amorties	12	3
Coût du risque sur financement des Réseaux		
Dotations pour dépréciation	(63)	(41)
Reprises de dépréciation	71	41
Pertes sur créances irrécouvrables	(8)	
Total du coût du risque	(26)	(26)

Ce poste comprend le montant net des dotations (reprises) pour dépréciation, les pertes sur créances irrécouvrables, ainsi que les récupérations sur créances amorties.

Note 25 : Impôts sur les bénéfices

En millions d'euros	12/2015	12/2014
Impôts exigibles	(82)	(60)
Impôts courants sur les bénéfices	(82)	(60)
Impôts différés	16	(8)
Impôts différés	16	(8)
Total de la charge d'impôts sur les bénéfices	(66)	(68)

La charge d'impôt courant est égale aux montants d'impôts sur les bénéfices dus aux administrations fiscales au titre de l'exercice, en fonction des règles et des taux d'imposition en vigueur dans les différents pays.

Certaines différences entre les résultats fiscaux des sociétés et les résultats inclus en consolidation donnent lieu à la constatation d'impôts différés. Ces différences résultent principalement des règles retenues pour la comptabilisation des opérations de crédit-bail et de location longue durée, et des dépréciations des créances douteuses.

Ventilation du solde net bilantiel des impôts différés

En millions d'euros	12/2015	12/2014
ID sur provisions	21	23
ID sur provisions et autres charges déductibles lors de leur paiement	13	14
ID sur autres actifs et passifs	17	8
ID sur opérations de location	(287)	(293)
ID sur immobilisations		(1)
Total des impôts différés nets au bilan	(236)	(249)

Rapprochement entre la charge réelle d'impôts comptabilisée et la charge théorique

En millions d'euros	12/2015	12/2014
Taux d'impôt sur les bénéfices en vigueur en France	38,00%	38,00%
Différentiel de taux d'imposition	0,20%	-0,93%
Autres impacts	0,23%	3,30%
Taux effectif d'impôt	38,43%	40,37%

Les entités françaises Diac S.A. et Diac Location S.A. sont soumises à la contribution exceptionnelle sur l'impôt sur les sociétés dont le taux en vigueur est de 10.7%, ce qui porte leur taux d'imposition sur les bénéfices à 38%.

Impôts différés constatés sur les autres éléments du résultat global

En millions d'euros	Var. 2015 des capitaux propres			Var. 2014 des capitaux propres		
	Avant IS	IS	Net	Avant IS	IS	Net
Ecart actuariels sur engagements de retraite	6	(2)	4	(6)	2	(4)

Note 26 : Evènements postérieurs à la clôture

Aucun événement postérieur à la clôture et susceptible d'avoir une incidence significative sur les comptes du 31 décembre 2015 n'est intervenu entre la date de clôture et le 22 mars 2016, date à laquelle le Conseil a arrêté les comptes.

7. Liste DES SOCIETES CONSOLIDEES

	Pays	Pourcentage de contrôle et d'intérêt	
		2015	2014
SOCIETE MERE :			
DIAC S.A	France		
SOCIETES INTEGREES GLOBALEMENT :			
Financement des ventes :			
DIAC Location S.A.	France	100,00	100,00

ANNEXE : LES RISQUES FINANCIERS

La gestion des risques financiers du groupe DIAC est appréhendée dans le cadre de la gestion globale des risques assurée par le groupe RCI Banque. A ce titre, la holding RCI Banque S.A. réalise des opérations sur instruments financiers pour l'essentiel, liées à sa fonction de centrale de refinancement du groupe RCI Banque.

Refinancement et gestion de bilan.

La Direction Financements et Trésorerie assure le refinancement des entités du groupe éligibles au refinancement centralisé. Elle emprunte les ressources nécessaires à la continuité de l'activité commerciale (émission d'obligations et de titres de créances négociables, titrisations, emprunts interbancaires, négociation de lignes de crédit confirmées), procède aux équilibres actif-passif et aux ajustements de trésorerie des sociétés du groupe, tout en gérant et minimisant l'exposition aux risques financiers par l'utilisation des swaps de taux d'intérêt et de change ainsi que d'opérations de change au comptant et à terme.

Les principes de politique financière s'étendent à l'ensemble des filiales consolidées du groupe RCI Banque et sont adaptés et déclinés au sein des filiales dont le refinancement n'est pas centralisé.

Le refinancement des filiales situées dans un pays hors zone euro dont le risque de transfert et convertibilité est jugé matériel par RCI Banque est généralement réalisé localement afin de limiter tout risque « transfrontière ». Les procédures Groupe prévoient néanmoins la possibilité pour la centrale de refinancement d'accorder ponctuellement des financements cross border aux filiales situées dans ces pays pour des montants limités, ou dans le cas où une police d'assurance couvre le risque de non convertibilité et de non transfert.

Ces filiales sont également soumises aux mêmes exigences de suivi des risques financiers que les autres filiales du groupe : respect des limites de risque de taux et de change, suivi du risque de liquidité, limitation du risque de contrepartie et suivi spécifique par le biais d'un comité financier dédié et d'un *reporting ad hoc*.

Les opérations sur instruments financiers réalisées par la holding RCI Banque sont, pour l'essentiel, liées à sa fonction de centrale de refinancement du Groupe

L'ORGANISATION DU CONTRÔLE DES RISQUES DE MARCHÉ

Le dispositif spécifique de contrôle des risques de marché s'inscrit dans le cadre du dispositif global de contrôle interne du groupe RCI Banque, selon des normes validées par l'actionnaire Renault. La gestion des risques de marché (risque global de taux, de liquidité et de change) et le respect des limites qui s'y rapportent sont assurés, pour l'ensemble du périmètre groupe RCI Banque, par la Direction Financements et Trésorerie de RCI Banque. Le système des limites qui encadre le dispositif est validé par l'actionnaire et périodiquement actualisé. Le Service des Risques Financiers, rattaché au Département Contrôle Permanent (Secrétariat Général et Direction de la Gestion des Risques), assure la production d'un reporting quotidien et la surveillance de l'exposition du Groupe aux risques financiers.

Une liste des produits autorisés, validée par le comité financier de RCI Banque, précise les instruments de change et de taux ainsi que la nature des devises susceptibles d'être utilisés au titre de la gestion des risques de marché.

LA GESTION DES RISQUES GLOBAUX DE TAUX D'INTÉRÊT, DE CHANGE, DE CONTREPARTIE ET DE LIQUIDITÉ

RISQUE DE TAUX

Le risque global de taux d'intérêt représente l'impact d'une variation des taux sur la marge brute financière future. L'objectif du groupe RCI Banque est de limiter au maximum ce risque afin de protéger sa marge commerciale. Pour tenir compte de la difficulté à ajuster exactement la structure des emprunts avec celle des prêts, une souplesse limitée est admise dans la couverture du risque de taux pour chaque filiale. Cette souplesse se traduit par l'attribution d'une limite en sensibilité pour chaque filiale validée par le comité financier, déclinaison individuelle d'une partie de la limite accordée par Renault au groupe RCI Banque.

Limite centrale de refinancement :	27 M€
Limite des filiales de financement des ventes :	11 M€
Non Alloués :	2 M€
Total limite de sensibilité en M€ accordé par Renault à RCI Banque :	40 M€

La sensibilité ainsi définie consiste à mesurer à un instant t l'impact d'une variation des taux d'intérêt sur la valeur de marché des flux du bilan d'une entité.

La valeur de marché est déterminée par l'actualisation des flux futurs aux taux de marché à l'instant t .

Le scénario privilégié par le groupe RCI Banque est un calcul de sensibilité à une hausse uniforme de 100 bp des taux d'intérêts sur l'ensemble des maturités. Le calcul est basé sur des GAP actif et passif moyens mensuels.

Les échéancements des encours sont déterminés en tenant compte des caractéristiques contractuelles des opérations et des résultats de la modélisation des comportements historiques de la clientèle (remboursements anticipés, etc.), complétés d'hypothèses sur certains agrégats (fonds propres, etc.).

Le calcul de sensibilité est effectué quotidiennement par devise et par entité de gestion (centrale de refinancement, filiales de financement des ventes françaises et étrangères) et permet une gestion globale du risque de taux sur le périmètre consolidé groupe RCI Banque. Le suivi est réalisé par le service des risques financiers, qui est rattaché au Département Contrôle Permanent (Secrétariat Général & Direction de la Gestion des Risques).

La situation de chaque entité au regard de sa limite est vérifiée chaque jour, et des directives de couverture immédiate sont données aux filiales si la situation l'impose.

Le résultat des contrôles fait l'objet d'un *reporting* mensuel au comité financier qui vérifie la conformité des positions avec la stratégie financière du groupe ainsi qu'avec les notes de procédure en vigueur.

La sensibilité en valeur absolue du groupe DIAC au risque de taux (variation uniforme de la courbe de taux de -100bps) constatée au 31 décembre 2015 est de +308 milliers d'euros donc en dessous de la limite des 2 millions d'euros.

Au 31 décembre 2015, une hausse des taux de 100 bps en Euro aurait un impact négatif de -99Keuro sur DIAC, un impact positif de +407Keuro sur DIAC LOC. La somme des valeurs absolues des sensibilités des filiales du groupe DIAC s'élève à +506Keuro.

L'analyse du risque structurel de taux fait ressortir les points suivants :

- FILIALES DE FINANCEMENT DE VENTES

La quasi-totalité des prêts accordés à la clientèle par les filiales de financement des ventes est effectuée à taux fixe pour des durées comprises entre un et soixante-douze mois.

Ces prêts sont couverts par des ressources à taux fixe de même structure. Ils sont adossés en macro-couverture et ne génèrent qu'un risque de taux résiduel.

Dans les filiales où la ressource est à taux variable, le risque de taux est couvert grâce à des *swaps* de taux d'intérêt de macro-couverture.

- CENTRALE DE REFINANCEMENT

L'activité principale de RCI Holding est d'assurer le refinancement des filiales commerciales du groupe.

Les encours des filiales de financement des ventes sont adossés à des ressources à taux fixe, pour certaines microcouvertes par des *swaps* de taux d'intérêt, et à des ressources à taux variables.

Des opérations de macro-couverture réalisées sous la forme de *swaps* de taux d'intérêt, permettent de maintenir la sensibilité du *holding* de refinancement sous la limite définie par le Groupe (22 M€ jusqu'au 26/06, 27 M€ depuis cette date).

Ces *swaps* ainsi que les titres disponibles à la vente sont valorisés en juste valeur par les réserves conformément aux normes IFRS.

Des tests sont réalisés mensuellement afin de vérifier :

- l'efficacité de la couverture des ressources à taux fixes par les *swaps* d'intérêt les micro-couvrant ;
- la pertinence des opérations de macro-couverture, en confrontant celles-ci aux ressources à taux variable.

Ces données sont calculées sur la base de scénarios simplifiés, en partant de l'hypothèse que toutes les positions courent jusqu'à leur maturité et qu'elles ne sont pas réajustées pour tenir compte des nouvelles conditions de marché.

La sensibilité des réserves à une variation des taux d'intérêts exposée ci-dessus ne saurait aucunement être représentative d'un impact sur les résultats futurs.

LE RISQUE DE LIQUIDITE

RCI Banque se doit de disposer à tout moment de ressources financières suffisantes pour assurer la pérennité de son activité et son développement.

À cette fin, RCI Banque s'impose des normes internes strictes.

Quatre indicateurs sont suivis mensuellement en comité financier :

- **La liquidité statique**

Cet indicateur mesure l'écart entre le passif et l'actif à une date donnée sans hypothèses de renouvellement de passif ou d'actif. Il matérialise une impasse de liquidité ou « Gap » de liquidité statique. La liquidité statique du groupe RCI Banque est analysée sur des « Gap » mensuels qui reprennent la décroissance du bilan.

- **La réserve de liquidité**

La réserve de liquidité correspond aux sources de liquidité d'urgence utilisables par RCI Banque en cas de besoin. Elle se compose d'actifs hautement liquides, *High Quality Liquid Assets* (HQLA) tels que définis par le comité de Bâle pour le calcul du ratio de liquidité LCR, d'actifs financiers à court terme non reconnus comme HQLA par le comité de Bâle, de lignes bancaires bilatérales confirmées et de collatéral mobilisable auprès de la Banque Centrale Européenne (BCE) et non déjà compté en HQLA ou actifs financiers à court terme.

- **La liquidité intrinsèque**

La liquidité intrinsèque se compose d'actifs hautement liquides, *High Quality Liquid Assets* (HQLA) tels que définis par le comité de Bâle pour le calcul du ratio de liquidité LCR, d'actifs financiers à court terme non reconnus comme HQLA par le comité de Bâle et de collatéral mobilisable auprès de la Banque Centrale Européenne (BCE) et non déjà compté en HQLA ou actifs financiers à court terme. Elle correspond à la réserve de liquidité, hors lignes bancaires bilatérales confirmées.

- **La liquidité dynamique**

Un *stress-scenario* permet de calculer le nombre de jours pendant lesquels le groupe RCI Banque peut, sans aucun recours supplémentaire au marché, disposer d'un montant de liquidités suffisant à la couverture de son activité passée et prévisionnelle. Ce calcul se base sur des hypothèses ou scénarios qui intègrent la poursuite de l'activité commerciale sans aucun accès à de nouveaux financements. Cet indicateur mesure le temps pendant lequel RCI Banque peut maintenir son activité commerciale, sur la base des dernières prévisions connues, dans un scénario d'absence totale de nouvelles ressources et en utilisant sa réserve de liquidité.

Afin de diversifier ses utilisations bancaires et de limiter le total des ressources obtenues auprès d'une même contrepartie, la salle des marchés entretient des relations avec un nombre important de banques et d'intermédiaires, tant en France qu'à l'étranger.

LE RISQUE DE CHANGE

Depuis mai 2009, RCI Banque a été autorisée par l'ACPR à exclure les actifs durables et structurels de sa position de change compte tenu du respect des conditions de l'article 331 de l'arrêté du 20 février 2007.

En conséquence, la position de change se situant en dessous du seuil de 2% des fonds propres défini à l'article 293-2 de l'arrêté du 20 février 2007, RCI Banque ne calcule plus d'exigences en fonds propres au titre du risque de change.

- CENTRALE DE REFINANCEMENT

Très faible historiquement, la position de change de RCI Banque S.A., centrale de refinancement, s'est maintenue en dessous de 3 M€ tout au long de l'année.

Aucune position n'est admise dans le cadre de la gestion du refinancement : la salle des marchés assure à cet égard, la couverture systématique de la totalité des flux concernés.

Des positions résiduelles et temporaires en devises, liées aux décalages de flux inhérents à la gestion d'une trésorerie multidevises, peuvent toutefois subsister. Ces positions éventuelles font l'objet d'un suivi quotidien et obéissent au même souci de couverture.

Toute autre opération de change (notamment au titre de l'anticipation de la couverture des dividendes prévisionnels) ne peut être initiée que sur décision du directeur de la Direction Financements et Trésorerie.

- FILIALES DE FINANCEMENT DE VENTES

Les filiales de financement des ventes ont l'obligation de se refinancer dans leur propre devise et ne sont donc pas exposées.

Par exception, des limites sont allouées aux filiales où les activités de financement des ventes ou le refinancement sont multidevises, ainsi qu'à celles étant autorisées à placer une partie de leurs excédents de trésorerie dans une devise autre que leur devise patrimoniale.

La limite globale du groupe RCI Banque accordée par l'actionnaire Renault est de 17 M€.

Au 31 décembre 2015, la position de change consolidée du groupe RCI Banque atteint 17,5 M€.

LE RISQUE DE CONTREPARTIE

La gestion du risque de contrepartie sur opérations de marché est assurée par un dispositif de limites définies par RCI Banque, puis validées par Renault dans le cadre de la consolidation des risques de contrepartie au niveau du groupe. Le calibrage des limites s'appuie sur une méthode de notation interne, déterminée conjointement avec l'actionnaire Renault, basée sur la combinaison de différents éléments : niveau des fonds propres, ratio de solvabilité, notations long terme et court terme par les agences de rating, appréciation qualitative de la contrepartie.

Le respect de ces limites est suivi quotidiennement. L'ensemble des résultats des contrôles est communiqué mensuellement au comité financier RCI Banque et intégré au suivi consolidé du risque de contrepartie du Groupe Renault.

Les contreparties sur opérations de marché sont choisies parmi les intervenants bancaires des marchés français et internationaux. Les limites sont attribuées en fonction d'un système de notation interne en vigueur pour l'ensemble du Groupe Renault.

Les excédents de liquidité sont principalement placés en dépôts bancaires à très court terme, à la Banque Centrale et en actifs liquides (définition adoptées par le Parlement Européen sur recommandations du comité de Bale).

Ces investissements en actifs liquides, notamment destinés à la constitution du coussin de sécurité nécessaire au respect du ratio LCR, sont encadrés par des limites en montant et en durée définies par le Groupe RCI Banque.

Ainsi, RCI Banque SA, la centrale de refinancement peut investir directement, ou par l'intermédiaire d'un fonds, en :

- bons du trésor des Etats de la zone Euro ;
- obligations émises par des entités supranationales (Fonds Européen de Stabilité Financière, ESM, Union Européenne) et des banques de développement (Banque Européenne d'Investissement, KfW)

Des accords ponctuels sont aussi donnés aux filiales de financement des ventes afin qu'elles puissent investir dans des bons du Trésor ou de la Banque Centrale des pays dans lesquelles elles résident.

Les engagements sur les produits dérivés sont pondérés par des coefficients plus conservateurs que ceux recommandés par la réglementation. Le risque de règlement/livraison sur opérations de change fait l'objet d'un suivi et de limites spécifiques.

Les garanties bancaires reçues font l'objet d'un suivi spécifique.

L'exposition relative au risque de contrepartie sur instruments dérivés est suivie selon deux méthodes.

Méthode forfaitaire :

L'exposition au risque de contrepartie est mesurée en utilisant des coefficients de pondération qui dépendent du type d'instruments et de la durée de l'opération.

Durée résiduelle	Coefficient Taux (en % du nominal)	Durée initiale	Coefficient Change (en % du nominal)
Entre 0 et 1 an	2%	Entre 0 et 1 an	6%
Entre 1 et 2 ans	5%	Entre 1 et 2 ans	18%
Entre 2 et 3 ans	8%	Entre 2 et 3 ans	22%
Entre 3 et 4 ans	11%	Entre 3 et 4 ans	26%
Entre 4 et 5 ans	14%	Entre 4 et 5 ans	30%
Entre 5 et 6 ans	17%	Entre 5 et 6 ans	34%
Entre 6 et 7 ans	20%	Entre 6 et 7 ans	38%
Entre 7 et 8 ans	23%	Entre 7 et 8 ans	42%
Entre 8 et 9 ans	26%	Entre 8 et 9 ans	46%
Entre 9 et 10 ans	29%	Entre 9 et 10 ans	50%

Ces coefficients sont volontairement plus élevés que ceux prévus par la réglementation sur l'adéquation des fonds propres, ce qui correspond à une approche délibérément prudente et conservatrice dans les conditions actuelles du marché. Il n'est pas fait de compensation entre les risques liés aux positions se neutralisant avec une même contrepartie.

Méthode « mark to market positif + add-on »:

Cette méthode est basée sur la méthode réglementaire dite des grands risques. L'exposition sur produits dérivés (taux et change), est calculée comme la somme des pertes potentielles, calculées sur la base de la valeur de remplacement des contrats réalisés avec la contrepartie sans compensation avec les gains potentiels, augmentée d'un « add-on » représentant le risque potentiel futur. Ce risque potentiel futur est déterminé par la réglementation bancaire française (règlement (UE) n° 575/2013 du parlement européen et du conseil du 26 juin 2013 article 274) comme suit :

Durée résiduelle	Contrats sur taux d'intérêts (en % du nominal)	Contrats sur taux de change et sur l'or (en % du nominal)
<= 1 an	0%	1%
1 an < durée <= 5 ans	0,50%	5%
> 5 ans	1,50%	7,50%

Selon la méthode « mark to market positif + add on », l'équivalent risque de contrepartie s'élève à 483 millions d'euros au 31 décembre 2015, contre 456 millions d'euros au 31 décembre 2014. Selon la méthode forfaitaire, il s'élève à 1 302 millions d'euros au 31 décembre 2015, contre 1053 millions d'euros au 31 décembre 2014.

Ces montants ne concernent que des établissements de crédit.



**RAPPORT GENERAL
DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
SUR LES COMPTES STATUTAIRES**

31 décembre 2015

KPMG S.A.
Tour EQHO
2, avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris-La Défense Cedex

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Versailles

ERNST & YOUNG Audit
1/2, place des Saisons
92400 Courbevoie - Paris-La Défense 1
S.A.S. à capital variable

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Versailles

DIAC S.A.

Siège social : 14, avenue du Pavé Neuf - 93168 Noisy-Le-Grand Cedex
Capital social : € 61 000 000

**Rapport des commissaires aux comptes
sur les comptes annuels**

Exercice clos le 31 décembre 2015

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2015, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société Diac, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

II. Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

Estimations comptables

Votre société constitue des dépréciations pour couvrir des risques de crédit inhérents à ses activités, comme mentionné dans la note I-B de l'annexe.

Dans le cadre de notre appréciation des estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes, nous avons revu les processus mis en place par la direction pour identifier ces risques, les évaluer et déterminer leur niveau de couverture par des dépréciations à l'actif du bilan.

Nous avons apprécié l'analyse des risques encourus sur une sélection de débiteurs individuels ainsi que, pour une sélection de portefeuilles évalués collectivement, les données et les paramètres sur lesquels votre société a fondé ses estimations.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III. Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Concernant les informations fournies en application des dispositions de l'article L. 225-102-1 du Code de commerce sur les rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux ainsi que sur les engagements consentis en leur faveur, nous avons vérifié leur concordance avec les comptes ou avec les données ayant servi à l'établissement de ces comptes et, le cas échéant, avec les éléments recueillis par votre société auprès des sociétés contrôlant votre société ou contrôlées par elle. Sur la base de ces travaux, nous attestons l'exactitude et la sincérité de ces informations.

Paris-La Défense, le 29 mars 2016

Les Commissaires aux Comptes

KPMG S.A.

ERNST & YOUNG Audit

Valéry Foussé

Bernard Heller



ETATS FINANCIERS STATUTAIRES

31 décembre 2015

SOMMAIRE

BILAN ET COMPTE DE RESULTAT	62
ANNEXE AUX COMPTES SOCIAUX	64
1. REGLES ET METHODES COMPTABLES	64
A) Evolution des principes comptables d'évaluation et de présentation de comptes.....	64
B) Crédits à la clientèle non titrisés.....	64
C) Crédits à la clientèle titrisés.....	65
D) Opérations de crédit-bail et assimilées	66
E) Bonifications.....	67
F) Indemnités et intérêts de retard.....	67
G) Titres de participation, parts dans les entreprises liées et autres titres détenus à long terme	68
H) Immobilisations corporelles et incorporelles	68
I) Primes de remboursement	68
J) Provisions.....	68
K) Engagements de retraite.....	68
L) Contrats d'échange de taux d'intérêt négociés sur des marchés de gré à gré	69
M) Risque de contrepartie sur produits dérivés.....	69
N) Informations géographiques et sectorielles.....	69
O) Entreprises liées	70
P) Consolidation	70
2. EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE	70
3. ADAPTATION A L'ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE ET FINANCIER	71
4. NOTES SUR LES COMPTES SOCIAUX	72
TABEAU DES FILIALES ET DES PARTICIPATIONS	88

BILAN

ACTIF - en milliers d'euros	Notes	12/2015	12/2014
Créances sur les établissements de crédit	1	2 167 585	2 088 241
Opérations avec la clientèle	2	3 290 777	3 264 392
Obligations et autres titres à revenu fixe	3	280 069	313 478
Actions et autres titres à revenu variable		6	2
Participations et autres titres détenus à long terme	4	56	56
Parts dans les entreprises liées	5	81 386	81 386
Crédit-bail et location avec option d'achat	6	1 832 262	1 389 463
Immobilisations incorporelles	7	2 350	2 275
Immobilisations corporelles	8	14 619	15 249
Autres actifs	9	167 493	111 644
Comptes de régularisation	10	118 992	140 388
TOTAL ACTIF		7 955 595	7 406 574

PASSIF - en milliers d'euros	Notes	12/2015	12/2014
Dettes envers les établissements de crédit	11	7 198 109	6 584 847
Opérations avec la clientèle	12	20 857	17 766
Dettes représentées par un titre	13	140 664	264 821
Autres passifs	14	241 216	205 527
Comptes de régularisation	15	243 589	205 360
Provisions	16	34 471	41 593
Dettes subordonnées	17	9 315	9 315
Capitaux propres		67 374	77 345
Capital souscrit	18	61 000	61 000
Réserves	18	6 100	6 100
Provisions réglementées et subventions d'investissement	18	177	342
Report à nouveau	18	(12 476)	(40 498)
Résultat de l'exercice	18	12 573	50 401
TOTAL PASSIF		7 955 595	7 406 574

ENGAGEMENTS HORS-BILAN

En milliers d'euros	Notes	12/2015	12/2014
<u>Engagements donnés</u>	19	920 457	904 062
Engagements de financement		576 264	505 924
Autres engagements donnés		344 193	398 138
<u>Engagements reçus</u>	20	2 744 297	2 467 916
Engagements de financement		1 004 596	1 003 737
Engagements de garantie		1 739 701	1 464 179

COMPTE DE RESULTAT

En milliers d'euros	Notes	12/2015	12/2014
Intérêts et produits assimilés	22	153 747	174 751
Intérêts et charges assimilées	23	(143 080)	(183 232)
Produits sur opérations de crédit-bail et assimilées	24	715 144	665 146
Charges sur opérations de crédit-bail et assimilées	24	(655 793)	(593 491)
Revenus des titres à revenu variable	25	191 108	210 161
Commissions (Produits)	26	9 669	10 643
Commissions (Charges)	26	(703)	(546)
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation	27	1 359	1 866
Autres produits d'exploitation	28	80 112	72 723
Autres charges d'exploitation	29	(10 854)	(6 213)
PRODUIT NET BANCAIRE		340 709	351 808
Charges générales d'exploitation	30	(213 122)	(174 395)
Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles		(3 420)	(3 307)
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION		124 167	174 106
Coût du risque	31	(93 892)	(89 319)
RESULTAT D'EXPLOITATION		30 275	84 787
Gains ou pertes nets sur actifs immobilisés	32	50	236
RESULTAT COURANT AVANT IMPOT		30 325	85 023
Impôts sur les bénéfices	33	(17 916)	(34 802)
Dotation et reprises de FRBG et provisions réglementées		164	180
RESULTAT NET		12 573	50 401

ANNEXE AUX COMPTES SOCIAUX

Les comptes annuels de DIAC S.A sont établis conformément aux principes comptables généralement admis et aux dispositions de la réglementation applicable aux établissements de crédit en France.

1. REGLES ET METHODES COMPTABLES

La société Diac SA applique le règlement n° 91-01 du Comité de la Réglementation Bancaire relatif à l'établissement et la publication des comptes individuels annuels des établissements de crédit, modifié par le règlement n° 2000-03 du Comité de la Réglementation Comptable.

La société applique :

- le règlement n° 2000-06 du Comité de la Réglementation Comptable sur les passifs ;
- le règlement n° 2002-03 du Comité de la Réglementation Comptable sur le traitement comptable du risque de crédit ;
- les règlements n° 2002-10 et 2004-06 du Comité de la Réglementation Comptable notamment sur le traitement comptable des actifs (évaluation et dépréciation) ;
- les règlements du Comité de la Réglementation Comptable n° 2010-04, concernant notamment la désignation des commissaires aux comptes et n° 2010-08, relatif à l'établissement et à la publication des comptes individuels des établissements de crédit ;
- le règlement CRC n° 2009-03 du 3 décembre 2009 relatif notamment à la comptabilisation des commissions ;

En outre, conformément aux articles 14 et 15 du CRC 2009-03, les commissions versées aux apporteurs d'affaires, ainsi que les bonifications reçues, frais de dossiers et autres charges ou produits étalables sont présentés au bilan, avec l'encours de crédit concerné (opérations avec la clientèle) ou avec le compte rattaché de l'actif immobilisé concerné.

A) Evolution des principes comptables d'évaluation et de présentation de comptes.

Il n'y a pas eu d'évolution significative en termes d'évaluation ou de présentation des comptes au cours de l'année.

B) Crédits à la clientèle non titrisés

Les crédits à la clientèle figurent au bilan pour leur valeur nominale déduction faite des provisions pour dépréciation.

Toute créance présentant un risque avéré de non recouvrement partiel ou total est classée parmi l'une des deux catégories suivantes :

- Encours douteux : le classement en créance douteuse intervient au plus tard lorsqu'une échéance est impayée depuis plus de trois mois. Celui-ci entraîne le transfert en créance douteuse de l'intégralité des encours du client concerné ;
- Encours douteux compromis : l'identification des encours compromis intervient lors de la prononciation de la déchéance du terme en raison de la situation financière dégradée de la contrepartie. En l'absence de déchéance du terme, elle intervient un an au plus tard après le passage en douteux des encours du client.

Le retour d'un encours douteux vers l'encours sain intervient lorsque les arriérés ont été apurés.

Les encours identifiés comme restructurés au sens de l'article 6 du règlement 2005-03 correspondent exclusivement à des créances faisant l'objet d'un plan dans le cadre de la loi française sur le surendettement. Lorsque les échéances du plan de surendettement ne sont pas respectées, les encours sont immédiatement déclassés en encours douteux compromis et l'intérêt cesse d'être comptabilisé.

Les encours restructurés présentent historiquement un risque de perte élevé et leur traitement en gestion suit celui du contentieux, ce qui conduit notamment à les inclure dans les bases de calcul du provisionnement. La provision correspondante est représentative de la perte attendue dans les classes de risque auxquelles appartiennent les encours restructurés.

Par conséquent, les encours restructurés sont présentés non pas dans une subdivision des encours sains faisant apparaître une décote, mais parmi les encours douteux couverts par une provision.

Les provisions constituées pour couvrir les risques de non recouvrement des créances sont déterminées à partir d'une approche statistique des risques. Elle vise à estimer la perte finale sur l'encours douteux, l'encours compromis et l'encours avec incident de paiement.

Le provisionnement statistique est déterminé à partir des taux de récupération observés sur les 12 derniers mois glissants. Ceux-ci sont calculés par rapport aux encaissements réalisés sur la période et actualisés au taux moyen des contrats mutés en douteux.

L'encours incidenté non douteux est provisionné en tenant compte de la probabilité de passage en douteux de la créance et sur la base d'un taux de récupération au moment du passage en douteux.

Au-delà d'une certaine ancienneté des créances compromises, les récupérations ne sont généralement plus significatives et entraînent un provisionnement à 100%.

Les provisions sont classées au bilan, en déduction des postes d'actif auxquels elles se rattachent.

Conformément à la réglementation bancaire, les intérêts échus et courus sur créances douteuses sont intégralement provisionnés. La variation de cette provision vient en déduction du poste d'intérêts et produits auquel elle se rapporte.

C) Crédits à la clientèle titrisés

La société Diac SA titrise la grande majorité de son portefeuille d'encours de crédit à la clientèle et réseau. Ces cessions sont effectuées conformément aux dispositions de la loi du 23 décembre 1998 modifiée le 22 décembre 2010.

Les créances titrisées

Les créances cédées présentent les caractéristiques principales suivantes :

- les prêts doivent être consentis à des personnes physiques (hors personnel du groupe Renault) ou à des entreprises (hors Agents Renault) résidant en France métropolitaine sur une durée initiale inférieure ou égale à 6 ans ;
- les prêts sont affectés à l'acquisition d'un véhicule automobile neuf ou d'occasion ;
- les prêts sont rémunérés à taux fixe avec une marge minimum de 1% et à paiement mensuel ;
- les prêts doivent avoir fait l'objet d'au moins une facturation avant leur cession ;
- les créances titrisées ne doivent faire l'objet d'aucun impayé à la date de leur cession ;
- une créance titrisée sur un FCT reste sur celui-ci et doit être rachetée par Diac SA pour être éventuellement recédée sur un autre FCT.

Les encours sont cédés le 25 de chaque mois, rétroactivement en date de jouissance au 1er jour du mois de la cession. Cette dernière est réalisée avec une décote calculée sur chaque créance et comptabilisée dans les comptes de DIAC en perte dès la cession au fonds. Cette perte est étalée dans chaque FCT et restituée en cas de rachat de la créance par Diac SA.

Conformément au règlement CRB N°93-06 du 21 décembre 1993 modifié par les règlements CRC 99-07 et 00-03, les créances cédées cessent de figurer à l'actif du bilan (opérations avec la clientèle) de la société Diac SA à la date de remise du bordereau de cession.

Les véhicules d'Emission

CARS Alliance Auto Loans France FCT MASTER

CARS Alliance Auto Loans France FCT V 2012

CARS Alliance Auto Loans France FCT V 2014

CARS Alliance DFP France (concernant le Crédit Réseau suite à la fusion de Cogéra)

Reversement des flux liés aux contrats titrisés

Après cession, la société Diac SA continue à assurer les diverses opérations de gestion portant sur ces créances notamment leur recouvrement. A ce titre Diac SA perçoit mensuellement une commission de recouvreur d'affaires. Celle-ci est comptabilisée en produit de commissions.

Les produits nets associés aux contrats cédés, encaissés par la société et reversés aux fonds, correspondent principalement :

- - aux intérêts des contrats à partir de la date de jouissance de la cession ;
- - aux intérêts de retard et indemnités sur impayés ;
- - aux abandons de créances sur contrats douteux titrisés

Ces produits et charges sont donc extournés des comptes de la société (Intérêts sur opérations avec la clientèle) au fur et à mesure de leur reversement aux FCT.

Les fonds commun de titrisation assument le risque client de non recouvrement. A ce titre, une provision pour dépréciation est enregistrée dans les livres des FCT équivalente à :

- - 100 % des créances échues impayées sur les contrats titrisés sains, incidentés ou douteux ;
- - 100 % des créances à échoir sur les contrats titrisés douteux.

Les reversements de fonds s'effectuent tous les jours via un compte d'affectation spéciale ouvert pour chaque FCT. Une régularisation est effectuée le 25 de chaque mois sur la base des encaissements réalisés par Diac SA au cours du mois M-1 minorée des reversements déjà réalisés.

Les mécanismes de couverture des risques

Pour garantir ses obligations de reversement, la société Diac a constitué des gages-espèces en faveur des FCT qui sont comptabilisés à l'actif de Diac SA en opérations avec la clientèle et donnent lieu à rémunération.

Le risque de défaillance des clients titrisés est couvert principalement par les parts B émises par les FCT et rachetées par Diac SA.

La rémunération de la part résiduelle

Dans le but d'appréhender le résultat du FCT, Diac SA a souscrit à la part résiduelle émise par le FCT. Celle-ci est comptabilisée à l'actif de la société en titres de placement à revenu variable.

Le résultat des FCT est distribué tous les mois et comptabilisé en produit chez Diac lors de son encaissement.

D) Opérations de crédit-bail et assimilées

Les immobilisations faisant l'objet de contrats de crédit-bail, de location avec option d'achat ou de location longue durée figurent à l'actif du bilan pour leur coût d'acquisition, diminuées des amortissements pratiqués. Le coût d'acquisition comprend l'ensemble des frais accessoires d'acquisition inclus dans le montant du financement accordé et servant de base à la détermination des loyers.

Les amortissements sont déterminés en fonction de la durée normale d'utilisation des biens concernés, à savoir :

- selon le mode linéaire (véhicules particuliers et véhicules utilitaires), ou dégressif (certains véhicules industriels et biens d'équipement).
- sur des durées variant de 4 à 7 ans selon le type de matériel.

Les loyers perçus au titre de ces opérations sont rapportés au résultat de l'exercice en fonction d'un étalement linéaire calculé sur la durée des contrats.

Toute créance présentant un risque avéré de non recouvrement partiel ou total est classée parmi l'une des deux catégories suivantes :

- Contrats douteux : le classement en créance douteuse intervient au plus tard lorsqu'une échéance est impayée depuis plus de trois mois. Celui-ci entraîne le transfert en créance douteuse de l'intégralité des impayés du client concerné ;
- Contrats douteux compromis : l'identification des contrats compromis intervient lors de la prononciation de la résiliation du contrat en raison de la situation financière dégradée de la contrepartie. En l'absence de résiliation du contrat, elle intervient un an au plus tard après le passage en douteux des encours du client.

Le retour en sain d'un client intervient lorsque ses arriérés ont été apurés.

Les contrats identifiés comme restructurés au sens de l'article 6 du règlement 2005-03 correspondent exclusivement à des créances faisant l'objet d'un plan dans le cadre de la loi française sur le surendettement. Lorsque les échéances du plan de surendettement ne sont pas respectées, elles sont immédiatement déclassées en encours douteux compromis et les loyers cessent d'être comptabilisés.

Les créances restructurées présentent historiquement un risque de perte élevé et leur traitement en gestion suit celui du contentieux, ce qui conduit notamment à les inclure dans les bases de calcul du provisionnement. La provision correspondante, représentative de la perte attendue dans les classes de risque auxquelles appartiennent les encours restructurés, déprécie ces encours au-delà du niveau de la perte d'intérêts futurs.

Par conséquent, à titre dérogatoire, les créances restructurées non compromises sont présentées non pas dans une subdivision des créances saines faisant apparaître une décote, mais parmi les créances douteuses couvertes par une provision.

Les provisions constituées pour couvrir les risques de non recouvrement des créances sont déterminées à partir d'une approche statistique des risques. Elle vise à estimer la perte finale sur les contrats douteux, les contrats douteux compromis et les contrats avec incident de paiement.

Le provisionnement statistique est déterminé à partir des taux de récupération observés sur les 12 derniers mois glissants. Ceux-ci sont calculés par rapport aux encaissements réalisés sur la période et actualisés au taux moyen des contrats mutés en douteux.

L'encours incidenté non douteux est provisionné en tenant compte de la probabilité de passage en douteux de la créance et sur la base d'un taux de récupération au moment du passage en douteux.

Au-delà d'une certaine ancienneté des créances compromises, les récupérations ne sont généralement plus significatives et entraînent un provisionnement à 100%.

La réserve latente afférente aux contrats concernés est retranchée des provisions calculées sur la base des échéances impayées et du capital restant dû selon la comptabilité financière. Celles-ci sont classées au bilan, en déduction des postes d'actif auxquels elles se rattachent.

La part d'intérêt comprise dans les loyers échus et courus sur les contrats douteux est intégralement provisionnée. La variation de cette provision vient en déduction du poste d'intérêts et produits auquel elle se rapporte.

E) Bonifications

Dans le cadre d'opérations promotionnelles, le constructeur et le réseau couvrent l'écart de taux par le biais de bonifications.

Au plan comptable, ces dernières sont assimilées à des compléments de loyers et d'intérêts, et par voie de conséquence, étalées sur les durées de vie réelles des contrats bonifiés. Cet étalement est linéaire pour les contrats de crédit-bail. Pour les contrats de crédit, l'étalement est effectué en fonction du taux implicite des contrats. Ces calculs sont effectués contrat par contrat. Au plan fiscal, ces bonifications sont retraitées afin d'être soumises à l'impôt lors de l'exercice de paiement par le constructeur ou le réseau.

F) Indemnités et intérêts de retard

Du fait du caractère incertain de leur recouvrement, les indemnités de résiliation et les intérêts de retard sont intégralement provisionnés. La provision est extournée au moment de l'encaissement.

Les indemnités d'assurance sont comptabilisées dès leur exigibilité.

G) Titres de participation, parts dans les entreprises liées et autres titres détenus à long terme

Les titres de participation, les autres titres détenus à long terme et les parts dans les entreprises liées figurent au bilan à leur coût d'acquisition, hors frais accessoires d'achat, déduction faite des provisions éventuellement constatées. Les dividendes correspondants sont comptabilisés l'année de leur mise en distribution.

H) Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations sont comptabilisées et amorties selon l'approche par composants. Les éléments d'un ensemble plus ou moins complexe sont séparés en fonction de leurs caractéristiques et de leurs durées de vie ou de leur capacité à procurer des avantages économiques sur des rythmes différents.

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût historique d'acquisition.

Les immobilisations autres que les terrains sont généralement amorties linéairement sur les durées d'utilisation estimées suivantes :

- Constructions	15 à 40 ans
- Autres immobilisations corporelles	4 à 10 ans
- Logiciels informatiques acquis	1 à 3 ans

I) Primes de remboursement

Les primes de remboursement des titres de créances négociables sont amorties linéairement sur leur durée de vie.

J) Provisions

Ces provisions ont notamment pour objet de couvrir le coût des restructurations, ainsi que les litiges ou les risques nés antérieurement à la date de l'arrêté.

Les variations de provisions pour risques et charges sont imputées dans les postes du compte de résultat auxquels elles se rattachent par nature.

K) Engagements de retraite

Conformément à la recommandation de l'ANC n° 2013-02, les engagements de retraite et assimilés sont évalués selon les principes définis par la réglementation internationale (norme IAS 19 révisée).

Le coût des indemnités de départ, des compléments de retraite et des engagements assimilés est pris en charge au fur et à mesure de l'acquisition des droits par les salariés. Les droits sont déterminés à la clôture de chaque exercice en tenant compte de l'ancienneté du personnel et de la probabilité de présence dans l'entreprise à la date de départ en retraite ou à l'âge minimum requis pour en bénéficier dans le cas où certains droits sont acquis de manière irrévocable avant cette date.

Le calcul repose sur une méthode actuarielle intégrant des hypothèses d'évolution des salaires, d'âge de départ et de rentabilité des placements à long terme.

L) Contrats d'échange de taux d'intérêt négociés sur des marchés de gré à gré

Ces opérations s'inscrivent dans le cadre d'une gestion du risque global de taux d'intérêt.

Conformément au règlement du Comité de la Réglementation Bancaire 90.15 du 18 décembre 1990 modifié, les charges et les produits sont inscrits au compte de résultat prorata temporis et les gains ou pertes latents ne sont pas comptabilisés.

Les produits et charges sont compensés swap par swap pour leur présentation au bilan et au compte de résultat.

Au bilan, le produit net à recevoir sur un contrat de swap bénéficiaire figure dans le poste Compte de régularisation actif. De même, la charge nette à payer sur un swap déficitaire est classée dans le poste Compte de régularisation passif.

Au compte de résultat, les produits nets sur contrats bénéficiaires sont classés parmi les Intérêts, produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit ou sur opérations avec la clientèle, selon la qualité de la contrepartie. De manière symétrique, les charges nettes sur contrats déficitaires figurent dans les Intérêts, charges assimilées sur opérations avec les établissements de crédit ou opérations avec la clientèle, en fonction de la nature de la contrepartie.

M) Risque de contrepartie sur produits dérivés

Les règles de contrôle interne applicables au risque de contrepartie sur produits dérivés sont définies sur le périmètre consolidé du Groupe RCI Banque, dans lequel la société Diac SA est incluse. Les limites de contreparties sont allouées par Renault pour le Groupe RCI Banque consolidé et le suivi des engagements doit, pour rendre compte de l'exposition réelle au risque, s'effectuer de manière consolidée. Il n'est donc pas fait de calcul individualisé d'exposition au risque de contrepartie pour la société.

Les règles de gestion du risque de contrepartie sur produits dérivés mises en place au niveau du groupe RCI Banque sont les suivantes :

- Le risque global de couverture encouru sur l'ensemble des produits dérivés inscrits au hors bilan, est mesuré selon une méthode interne forfaitaire. L'équivalent - crédit est calculé sur la base de coefficients de pondération liés au type d'instrument (3% par an pour les opérations libellées en une seule devise et 10% par an pour les opérations engageant deux devises) et à la durée de l'opération. Ces coefficients sont volontairement plus élevés que ceux prévus par la réglementation sur l'adéquation des fonds propres, ce qui correspond à une approche délibérément prudente et conservatrice dans les conditions actuelles du marché. Il n'est pas fait de compensation entre les risques liés aux positions se neutralisant avec une même contrepartie. Enfin, toutes les contreparties sont considérées comme des risques identiques.
- Le suivi individualisé du risque de contrepartie est fondé sur la méthode définie ci-dessus. Il tient compte en outre du risque de livraison et s'appuie sur une méthode de notation interne (déterminée par l'actionnaire Renault) qui permet de lier la limite attribuée à chaque contrepartie à une note tenant compte de plusieurs facteurs de risque pondérés : niveau long terme et court terme par les agences de rating et niveau de risque estimé du pays.

N) Informations géographiques et sectorielles

La société réalise ses opérations exclusivement sur le territoire français.

La société a pour mission d'apporter une gamme complète de financements et services à ses deux marchés de référence : la clientèle finale (Grand Public et Entreprises) et le Réseau de concessionnaires des marques Renault, Nissan et Dacia.

Ces deux clientèles ont des attentes différentes qui nécessitent une approche spécifique en terme de marketing de l'offre, de processus de gestion, de ressources informatiques, de méthodes commerciales et de communication. La répartition par marché a donc été adoptée en tant que segmentation opérationnelle. Elle correspond à l'axe stratégique développé par l'entreprise. Les informations présentées sont établies sur la base des reportings internes communiqués au Comité Exécutif Groupe, identifié comme le « principal décideur opérationnel ».

- L'activité Réseau recouvre les financements octroyés au Réseau de concessionnaires de l'alliance Renault-Nissan.
- L'activité Clientèle recouvre l'ensemble des financements et services associés, autres que ceux du Réseau.
- Les activités de holding sont regroupées au sein des « Autres activités ».

O) Entreprises liées

Lorsque le montant est significatif, la part des opérations entre la société et les entreprises liées est présentée dans les notes annexes au Bilan et au Compte de Résultat.

Ces transactions sont conclues aux conditions normales de marché.

P) Consolidation

Le groupe DIAC SA établit ses comptes consolidés en conformité avec le référentiel IFRS tel qu'approuvé par l'Union Européenne à la date de préparation de ses états financiers, conformément à l'option prévue en France pour les groupes publiant des comptes consolidés.

La société Diac SA est consolidée par intégration globale dans les comptes du Groupe RCI Banque SA, eux-mêmes consolidés dans les comptes du Groupe Renault.

2. EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Il n'y a pas d'événements postérieurs à la clôture significatifs.

3. ADAPTATION A L'ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE ET FINANCIER

Dans un environnement économique qui reste complexe, RCI Banque maintient une politique financière prudente et renforce son dispositif de gestion et de contrôle de la liquidité.

Liquidité

RCI Banque porte une grande attention à la diversification de ses sources d'accès à la liquidité. Depuis le déclenchement de la crise financière, l'entreprise a largement diversifié ses sources de financement. Au-delà de la base d'investisseurs obligataire historique en euro, de nouvelles zones de placement ont été exploitées avec succès, permettant l'accès aux marchés obligataires dans des devises multiples (USD, CHF, GBP, BRL, KRW, etc), que ce soit pour financer les actifs européens ou pour accompagner le développement hors Europe.

Le recours au financement par titrisation, de format privé ou public, permet également d'élargir la base d'investisseurs.

Enfin, le lancement de l'activité de collecte de dépôts vient compléter cette diversification et permet à l'entreprise de s'adapter aux exigences de liquidité futures résultant des normes Bâle 3.

Le pilotage du risque de liquidité de RCI Banque est fondé sur plusieurs indicateurs ou analyses, réactualisés mensuellement sur la base des dernières prévisions d'encours (clientèle et réseaux) et des opérations de refinancement réalisées. Les lois d'écoulement des dépôts ont fait l'objet d'hypothèses conservatrices, un coefficient multiplicateur étant appliqué aux sorties de trésorerie stressées retenues par le Comité de Bâle. Le dispositif a fait l'objet d'un audit interne en 2013, d'une revue par le régulateur bancaire (ACPR) et a été renforcé par l'actualisation des procédures internes.

Risque au titre de l'activité de crédit

Le pilotage de la nouvelle production par la probabilité de défaut issue des systèmes de score a permis de maintenir la qualité du portefeuille sur tous les grands marchés.

Les perspectives économiques restant incertaines, le pilotage centralisé de la politique d'acceptation mise en place au début de la crise a été maintenu. Le réglage des systèmes d'acceptation est ajusté en fonction de stress-test mis à jour trimestriellement sur les principaux pays par marché (particuliers, entreprises). Au final, la qualité de la production est en ligne avec les objectifs.

Dans un environnement en évolution permanente, RCI Banque a pour cible de maintenir le risque de crédit global à un niveau compatible avec les attentes de la communauté financière et les cibles de rentabilité.

Rentabilité

RCI Banque revoit régulièrement les coûts de liquidité internes utilisés pour la tarification des opérations clientèle, permettant ainsi de maintenir une marge sur la production de nouveaux crédits en ligne avec les cibles budgétaires. De façon similaire, la tarification des financements accordés aux concessionnaires est indexée sur un taux de base interne reflétant le coût des fonds empruntés et des coussins de liquidité nécessaires à la continuité d'activité. Cette méthode permet de maintenir constante la rentabilité de cette activité.

Gouvernance

Le suivi des indicateurs de liquidité fait l'objet d'un point spécifique à chacun des comités financiers mensuels.

Les comités de gestion pays suivent également systématiquement les indicateurs de risque et de marge instantanée prévisionnelle, qui complètent les analyses habituelles de la rentabilité des filiales.

Exposition au risque de crédit non commercial

Le risque de contrepartie bancaire résulte du placement des excédents de trésorerie temporaires, investis sous forme de dépôts à court terme, et des opérations de couverture du risque de taux ou de change par des produits dérivés.

Ces opérations sont réalisées auprès d'établissements bancaires de premier ordre préalablement autorisés par le Comité de Contrepartie. RCI Banque porte par ailleurs une attention particulière à la diversification des contreparties.

Par ailleurs pour satisfaire aux exigences réglementaires résultant de la mise en application du ratio de liquidité à 30 jours « LCR », RCI Banque investit désormais en actifs liquides tels que définis par le comité de Bâle. Au cours du premier semestre, les actifs liquides détenus par RCI Banque étaient principalement constitués de dépôts à la Banque Centrale. Depuis l'arrêt de la politique de reprise de liquidités par l'institut d'émission, ces actifs liquides sont principalement constitués de titres émis par des états ou des émetteurs supranationaux européens détenus en direct. La durée de ce portefeuille est inférieure à un an.

En complément, RCI Banque a également investi dans un fond dont l'actif est constitué de titres de dettes émis par des agences et souverains européens et des émetteurs supranationaux. L'objectif de sensibilité moyenne au risque de crédit est de 7 ans avec une limite à 9 ans. Le fonds vise une exposition nulle au risque de taux avec un maximum de 2 ans.

4. NOTES SUR LES COMPTES SOCIAUX

Note 1 : Créances sur les établissements de crédit

(En milliers d'euros)

Ventilation par nature	12/2015	12/2014
Créances à vue sur établissements de crédit	11 074	8 862
Comptes ordinaires débiteurs	11 074	8 862
Créances à terme sur établissements de crédit	2 156 511	2 079 379
Comptes et prêts à terme	2 155 914	2 078 507
Créances rattachées	597	872
Total des prêts et créances sur les établissements de crédit (*)	2 167 585	2 088 241
<i>(*) Dont entreprises liées</i>	<i>2 156 511</i>	<i>2 079 380</i>

Ces créances ne comportent pas de part subordonnée.

Ventilation par durées résiduelles	12/2015	12/2014
Inférieur à 3 mois	414 570	225 808
De 3 à 12 mois	417 528	174 300
De 1 à 5 ans	1 335 487	1 688 133
Supérieur à 5 ans		
Total des prêts et créances sur les établissements de crédit	2 167 585	2 088 241

Ces opérations sont toutes réalisées à partir de la France.

Note 2 : Opérations avec la clientèle

(En milliers d'euros)

Ventilation par nature	12/2015	12/2014
Crédits non douteux à la clientèle	2 454 842	2 469 369
Encours de crédit affecté non titrisé	491 902	624 429
Encours Carte et prêts personnels revolving	68 416	74 674
Encours sur financement stock réseaux	1 769 516	1 665 067
Encours sur financement d'exploitation	143 147	121 345
Encours sur financement d'équipement	6	25
Créances rattachées sur contrats non douteux	2 826	2 870
Provisions sur créances impayées	(20 971)	(19 041)
Crédits douteux à la clientèle	86 459	107 938
Créances rattachées sur contrats douteux	248	411
Créances sur contrats douteux	53 505	99 430
Provisions sur contrats douteux	(10 344)	(34 648)
Créances rattachées sur contrats douteux compromis	340	312
Créances sur contrats douteux compromis	136 202	145 196
Provisions sur contrats douteux compromis	(93 492)	(102 763)
Concours divers	732 644	671 957
Prêts au personnel	371	405
Créances commerciales	349 655	299 562
Prêts à la clientèle financière	377 956	370 099
Autres concours à la clientèle	320	446
Valeurs non imputées	3 833	855
Créances rattachées sur concours divers	509	590
Comptes ordinaires	4 557	5 083
Comptes ordinaires sains	3 870	4 428
Comptes ordinaires douteux	306	357
Provisions sur comptes ordinaires	(9)	
Comptes ordinaires douteux compromis	440	323
Provisions sur comptes ordinaires douteux compromis	(50)	(25)
Etalements	12 275	10 045
Etalement des bonifications	15 171	11 288
Etalement des frais de dossier reçus	(5 124)	(4 598)
Etalement des commissions versées	2 228	3 355
Total net des créances sur la clientèle (*)	3 290 777	3 264 392
<i>(*) Dont entreprises liées</i>	<i>397 451</i>	<i>421 140</i>

Les comptes ordinaires débiteurs comprennent principalement les créances sur le réseau suite au rachat des véhicules en fin de contrat de crédit-bail ou assimilé.

Les prêts à la clientèle financière comprennent les versements effectués par Diac aux FCT (gages-espèces notamment).

Ventilation par durées résiduelles	12/2015	12/2014
Inférieur à 3 mois	1 668 102	1 612 919
De 3 à 12 mois	1 267 554	1 227 444
De 1 à 5 ans	341 372	417 884
Supérieur à 5 ans	13 749	6 145
Total net des créances sur la clientèle	3 290 777	3 264 392

Ventilation par secteurs d'activité	12/2015	12/2014
Financement clientèle	963 746	1 045 493
Valeur brute des encours	1 057 509	1 154 876
Dépréciation des encours	(93 763)	(109 383)
Financement réseaux	2 267 471	2 159 866
Valeur brute des encours	2 298 515	2 206 935
Dépréciation des encours	(31 044)	(47 069)
Autres créances sur la clientèle	59 560	59 033
Valeur brute des encours	59 619	59 058
Dépréciation des encours	(59)	(25)
Total net des créances sur la clientèle	3 290 777	3 264 392

Note 3 : Obligations et autres titres à revenu fixe

(En milliers d'euros)

Ventilation par nature	12/2015	12/2014
Titres de placement	280 069	313 478
Titres à revenu fixe	280 000	313 400
Créances rattachées sur titres de placement à revenu fixe	69	78
Total des obligations et autres titres à revenu fixe	280 069	313 478

(*) Dont titres cotés

Ventilation par durées résiduelles	12/2015	12/2014
Inférieur à 3 mois	136 869	170 278
De 3 à 12 mois	109 200	
De 1 à 5 ans	34 000	143 200
Supérieur à 5 ans		
Total des obligations et autres titres à revenu fixe	280 069	313 478

Détail des titres de placement acquis dans le cadre d'opérations de titrisation

Entités cédantes	DIAC SA	DIAC SA	DIAC SA	DIAC SA
Date de début	mai-12	novembre-12	juillet-13	octobre-14
Véhicule d'émission	Cars Alliance Auto Loans France FCT Master	Cars Alliance Auto Loans France V2012-1	FCT Cars Alliance DFP France	Cars Alliance Auto Loans France V2014-1
Nature des créances cédées	Crédits automobiles à la clientèle	Crédits automobiles à la clientèle	Créances concessionnaires indépendants	Crédits automobiles à la clientèle
Montant (en Keur) des titres souscrits au 31-12-15	Class A Notation AAA 765 300	Class A Notation AAA 55 128	Class A Notation AAA 750 000	Class A Notation AAA 532 486
	Class B Non notées 136 800	Class B Non notées 109 200		Class B Notation A+ 44 000
Montant (en Keur) des titres souscrits				Class C Non notées 34 000

Note 4 : Participations et autres titres détenus à long terme

(En milliers d'euros)

Ventilation par nature	12/2015	12/2014
Valeurs brutes des titres	56	56
Autres titres détenus à long terme	56	56
Total des participations et autres titres détenus à long terme	56	56

Note 5 : Parts dans les entreprises liées

(En milliers d'euros)

Ventilation par nature	12/2015	12/2014
Parts dans les entreprises liées	81 386	81 386
Total des parts dans les entreprises liées	81 386	81 386

Note 6 : Crédit-bail et location avec option d'achat

(En milliers d'euros)

Ventilation par nature	12/2015	12/2014
Immobilisations brutes	2 855 786	2 333 440
Amortissements	(1 129 551)	(1 044 916)
Loyers échus	3 888	3 287
Provisions sur créances impayées	(89)	(77)
Créances rattachées	102 538	99 995
Loyers douteux	1 287	1 297
Provisions sur loyers douteux	(540)	(487)
Loyers douteux compromis	37 073	37 879
Provisions sur loyers douteux compromis	(30 253)	(30 042)
Etalement des bonifications	(17 012)	(18 188)
Etalement des commissions versées	9 135	7 275
Total des opérations de crédit-bail et location avec option d'achat (*)	1 832 262	1 389 463
<i>(*) Dont entreprises liées</i>	<i>(4 066)</i>	<i>(18 170)</i>

Le montant de la réserve latente brute des immobilisations données en location (différence de valorisation des encours financiers par rapport à celle des immobilisations nettes) s'établit à 274.4 Meur au 31 décembre 2015 et à 259.5 Meur au 31 décembre 2014.

Note 7 : Immobilisations incorporelles

(En milliers d'euros)

Ventilation par nature	12/2015	12/2014
Valeur brute des immobilisations incorporelles	23 101	22 169
Concessions, brevet et droits similaires	21 860	20 928
Autres immobilisations incorporelles	1 241	1 241
Amortissements des immobilisations incorporelles	(20 751)	(19 894)
Amortissements sur concessions, brevet et droits similaires	(20 308)	(19 463)
Amortissements sur autres immobilisations incorporelles	(443)	(431)
Total des immobilisations incorporelles	2 350	2 275

Note 8 : Immobilisations corporelles

(En milliers d'euros)

Ventilation par nature	12/2015	12/2014
Valeur brute des immobilisations corporelles	77 719	76 916
Terrains	2 091	2 091
Constructions	17 607	17 607
Installations générales, AA des constructions	9 718	9 702
Installations générales, AA divers	10 766	9 972
Matériel et mobilier de bureau	4 218	3 949
Matériel et mobilier informatique	33 319	33 595
Amortissements des immobilisations corporelles	(63 100)	(61 667)
Amortissements sur constructions	(15 354)	(15 187)
Amortissements sur installations générales, AA des constructions	(9 285)	(9 051)
Amortissements sur installations générales, AA divers	(4 066)	(3 169)
Amortissements sur matériel et mobilier de bureau	(2 838)	(2 529)
Amortissements sur matériel et mobilier informatique	(31 557)	(31 731)
Total des immobilisations corporelles	14 619	15 249

Note 9 : Autres actifs

(En milliers d'euros)

Ventilation par nature	12/2015	12/2014
Etat	54 964	3 895
Créances sociales	47	47
Débiteurs divers	63 874	60 598
Créances rattachées sur débiteurs divers	48 608	47 104
Total des autres actifs	167 493	111 644

Le montant du CICE enregistré dans les comptes au titre de l'année 2015 s'élève à 985 K€.

Note 10 : Comptes de régularisation

(En milliers d'euros)

Ventilation par nature	12/2015	12/2014
Charges à répartir sur frais et primes d'émission des emprunts	2 104	2 878
Charges constatées d'avance	1 917	1 503
Produits à recevoir sur swaps ou IFT	15	8
Autres produits à recevoir	853	984
Comptes d'ajustement sur IFT		10
Valeurs à l'encaissement	114 067	134 997
Autres comptes de régularisation actif	36	8
Total des comptes de régularisation	118 992	140 388

Note 11 : Dettes envers les établissements de crédit

(En milliers d'euros)

Ventilation par nature	12/2015	12/2014
Dettes à vue sur établissements de crédit	147 210	70 533
Comptes ordinaires créditeurs	146 783	69 739
Dettes rattachées	427	794
Créances à terme sur établissements de crédit	7 050 899	6 514 314
Comptes et emprunts à terme	7 006 409	6 462 823
Dettes rattachées	44 490	51 491
Total des dettes envers les établissements de crédit (*)	7 198 109	6 584 847
<i>(*) Dont entreprises liées</i>	<i>7 153 332</i>	<i>6 562 569</i>

Ventilation par durées résiduelles	12/2015	12/2014
Inférieur à 3 mois	3 087 058	1 803 475
De 3 à 12 mois	1 420 708	2 428 288
De 1 à 5 ans	2 690 343	2 353 084
Supérieur à 5 ans		
Total des dettes envers les établissements de crédit	7 198 109	6 584 847

Note 12 : Opérations avec la clientèle

(En milliers d'euros)

Ventilation par nature	12/2015	12/2014
Dettes à vue sur opérations avec la clientèle	20 768	17 766
Comptes ordinaires créditeurs	20 197	17 559
Acomptes et autres sommes dues	568	204
Dettes rattachées	3	3
Dettes à terme sur opérations avec la clientèle	89	
Dettes rattachées	89	
Total des opérations avec la clientèle (*)	20 857	17 766
<i>(*) Dont entreprises liées</i>	<i>346</i>	<i>75</i>

Les échéances de ces opérations sont toutes à moins de trois mois.

Note 13 : Dettes représentées par un titre

(En milliers d'euros)

Ventilation par nature	12/2015	12/2014
Dettes représentées par un titre	140 497	264 669
Titres de créances négociables	140 497	264 669
Dettes rattachées sur dettes représentées par un titre	167	152
Titres de créances négociables	167	152
Total des dettes représentées par un titre	140 664	264 821

Ventilation par durées résiduelles	12/2015	12/2014
Inférieur à 3 mois	102 664	131 080
De 3 à 12 mois		133 741
De 1 à 5 ans	38 000	
Supérieur à 5 ans		
Total des dettes représentées par un titre	140 664	264 821

Note 14 : Autres passifs

(En milliers d'euros)

Ventilation par nature	12/2015	12/2014
Etat	17 703	28 969
Fournisseurs	4 558	3 859
Dettes sociales	55 136	49 216
Créditeurs divers	8 663	8 309
Dettes rattachées sur créditeurs divers	146 323	105 639
Dépôts de garantie reçus sur opérations de crédit-bail et as.	8 833	9 535
Total des autres passifs	241 216	205 527

Note 15 : Comptes de régularisation

(En milliers d'euros)

Ventilation par nature	12/2015	12/2014
Produits constatés d'avance sur opérations de crédit-bail et ass.	220 398	190 019
Produits constatés d'avance sur opérations avec la clientèle	153	213
Autres charges à payer	21 956	14 099
Autres comptes de régularisation passif	1 082	1 029
Total des comptes de régularisation	243 589	205 360

Note 16 : Provisions

(En milliers d'euros)

Ventilation par nature	12/2014	Dotations	Reprises		Autres (*) variations	12/2015
			Utilisées	Non utilisées		
Provisions sur opérations non bancaires	41 593	5 324	(10 085)	(2 361)		34 471
Engagements de retraite	24 973	2 300	(980)			26 293
Autres litiges avec le personnel	4 597	1 282	(922)	(41)		4 916
Autres risques et charges	12 023	1 742	(8 183)	(2 320)		3 262
Total des provisions	41 593	5 324	(10 085)	(2 361)		34 471

(*) Autres variations = Reclassements et fusion

Aucun des litiges connus, dans lesquels la société est impliquée, ne devrait entraîner des pertes significatives n'ayant pas été provisionnées.

Note 16.1 : Provisions pour engagements de retraite et assimilés

(En milliers d'euros)

Ventilation par nature	Valeur actuarielle des engagements	Valeur actuarielle des fonds investis	Engagements nets des fonds investis	Ecart actuariels	Provision au bilan
Solde au 31 décembre 2013	28 104	0	28 104	(2 535)	25 569
Charge nette de l'exercice 2014	1 904		1 904		1 904
Prestations et contributions payées	(2 500)		(2 500)		(2 500)
Ecart actuariels	4 877		4 877	(4 877)	
Solde au 31 décembre 2014	32 385	0	32 385	(7 412)	24 973
Charge nette de l'exercice 2015	2 300		2 300		2 300
Prestations et contributions payées	(980)		(980)		(980)
Ecart actuariels	(4 109)		(4 109)	4 109	
Solde au 31 décembre 2015	29 596	0	29 596	(3 303)	26 293

Principales hypothèses actuarielles retenues	12/2015	12/2014
Age de départ à la retraite	67 ans	67 ans
Evolution des salaires	2,06%	2,26%
Taux d'actualisation financière	2,10%	1,89%
Taux de départ des salariés de l'entreprise	5,40%	5,83%

Note 16.2 : Provisions constituées en couverture d'un risque de contrepartie (En milliers d'euros)

Ventilation par nature	12/2014	Dotations	Reprises	Autres (*) variations	12/2015
Dépréciation	187 083	103 373	(134 708)		155 748
Opérations avec la clientèle	187 083	103 373	(134 708)		155 748
Total	187 083	103 373	(134 708)		155 748

(*) Autres variations = Reclassements et fusion

Note 17 : Dettes subordonnées

(En milliers d'euros)

Ventilation par nature	12/2015	12/2014
Titres participatifs	9 188	9 188
Dettes rattachées sur titres participatifs	127	127
Total des dettes subordonnées	9 315	9 315

Ventilation par durées résiduelles	12/2015	12/2014
Inférieur à 3 mois		
De 3 à 12 mois	127	127
De 1 à 5 ans		
Supérieur à 5 ans	9 188	9 188
Total des dettes subordonnées	9 315	9 315

Les titres participatifs ont été émis en 1985 par Diac SA.

Le système de rémunération comprend :

- une partie fixe égale au TAM (Taux Annuel Monétaire)
- une partie variable obtenue en appliquant à 40 % du TAM le taux de progression du résultat net consolidé du dernier exercice sur celui de l'exercice précédent.

La rémunération annuelle est comprise entre 100 % et 130 % du TAM, et est assortie d'un taux plancher de 6,5 %.

Note 18 : Capitaux propres

(En milliers d'euros)

Ventilation par nature	12/2014	Affectation Résultat 2014	Variation 2015	12/2015
Capital souscrit	61 000			61 000
Réserve légale	6 100			6 100
Provisions réglementées et subventions d'investissement	342		(165)	177
Report à nouveau	(40 498)	40 521	(12 499)	(12 476)
Résultat de l'exercice	50 401	(50 401)	12 573	12 573
Total des capitaux propres	77 345	(9 880)	(91)	67 374

Le capital est constitué de 4 000 000 actions ordinaires d'une valeur nominale de 15,25 euros conférant à leurs propriétaires les mêmes droits.

Note 19 : Engagements donnés

(En milliers d'euros)

Ventilation par nature	12/2015	12/2014
Engagements de financement	576 264	505 924
Ouverture de crédits confirmés en faveur de la clientèle	576 102	505 924
Autres engagement en faveur des établissements de la clientèle	162	
Autres engagements donnés	344 193	398 138
Valeurs affectées en garantie	344 193	398 138
Total des engagements donnés (*)	920 457	904 062

(*) Dont entreprises liées

2 040

296

Ventilation par durées résiduelles	12/2015	12/2014
Inférieur à 3 mois	920 295	904 062
De 3 à 12 mois		
De 1 à 5 ans		
Supérieur à 5 ans	162	
Total des engagements donnés	920 457	904 062

Note 20 : Engagements reçus

(En milliers d'euros)

Ventilation par nature	12/2015	12/2014
Engagements de financement	1 004 596	1 003 737
Ouverture de crédits confirmés reçus des établissements de crédit	1 000 001	1 000 000
Autres engagement reçus des établissements de crédit	4 168	3 490
Ouverture de crédits confirmés reçus de la clientèle	427	247
Engagements de garantie	1 739 701	1 464 179
Cautions, avals et autres garanties reçus d'établissements de crédit	22 012	22 305
Cautions, avals et autres garanties reçus de la clientèle	807 689	802 800
Engagement de reprise des véhicules loués	910 000	639 074
Total des engagements reçus (*)	2 744 297	2 467 916

(*) Dont entreprises liées

1 404 284

1 302 667

Ventilation par durées résiduelles	12/2015	12/2014
Inférieur à 3 mois	970 114	906 166
De 3 à 12 mois	1 235 978	1 198 750
De 1 à 5 ans	538 204	362 999
Supérieur à 5 ans	1	1
Total des engagements reçus	2 744 297	2 467 916

Note 21 : Instruments financiers à terme et change au comptant

(En milliers d'euros)

Ventilation par nature	Moins 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans	VNC 12/15	Juste valeur 12/15
Couverture du risque de taux					
<u>Swap de taux</u>					
Achats (Emprunts) de swaps de taux	55 128	576 487		631 615	
Ventes (Prêts) de swaps de taux	55 128	576 487		631 615	

Ventilation par nature	Moins 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans	VNC 12/14	Juste valeur 12/14
Couverture du risque de taux					
<u>Swap de taux</u>					
Achats (Emprunts) de swaps de taux		929 133		929 133	
Ventes (Prêts) de swaps de taux		929 133		929 133	

Les opérations sur instruments financiers de taux d'intérêts sont réalisées dans le cadre de la couverture globale du risque de taux d'intérêt. Les interventions sur les marchés d'instruments financiers à terme, principalement effectuées sur des marchés de gré à gré, ont essentiellement pour but de minimiser l'exposition aux risques de taux d'intérêt.

Note 22 : Intérêts et produits assimilés

(En milliers d'euros)

Ventilation par nature	12/2015	12/2014
Intérêts et produits sur opérations avec les établissements de crédit	25 741	32 709
Intérêts et produits sur opérations avec la clientèle	120 403	131 951
Intérêts et produits sur obligations et autres titres à revenu fixe	7 603	10 091
Total des intérêts et produits assimilés	153 747	174 751

Note 23 : Intérêts et charges assimilées

(En milliers d'euros)

Ventilation par nature	12/2015	12/2014
Intérêts et charges sur opérations avec les établissements de crédit	(139 645)	(179 624)
Intérêts et charges sur opérations avec la clientèle	(1 274)	(156)
Intérêts et charges sur obligations et autres titres à revenu fixe	(1 560)	(2 857)
Intérêts et charges sur dettes subordonnées	(601)	(595)
Total des intérêts et charges assimilées	(143 080)	(183 232)

Note 24 : Produits nets sur opérations de crédit-bail et assimilées

(En milliers d'euros)

Ventilation par nature	12/2015	12/2014
Produits sur opérations de crédit-bail et assimilées	715 144	665 146
Loyers	577 554	543 245
Intérêts de retard	972	1 391
Plus-values sur cession immobilisations	139 369	123 955
Perte sur créances irrécouvrables (part intérêts)	(2 612)	(3 301)
Reprises de provisions	247	196
Dotations aux provisions	(386)	(340)
Charges sur opérations de crédit-bail et assimilées	(655 793)	(593 491)
Dotation aux amortissements	(626 714)	(564 309)
Reprises d'amortissements	127	148
Etalement des commissions et autres charges versées	1 859	780
Moins-values sur cession immobilisations	(22 573)	(22 975)
Autres charges	(8 492)	(7 135)
Total sur opérations de crédit bail et assimilées	59 351	71 655

Note 25 : Revenus des titres à revenu variable

(En milliers d'euros)

Ventilation par nature	12/2015	12/2014
Revenus du portefeuille de placement	158 163	160 907
Revenus des titres détenus à long terme	1	1
Revenus des parts dans les entreprises liées et titres de participations	32 944	49 253
Total des revenus des titres à revenu variable	191 108	210 161

Les revenus du portefeuille de placement correspondent à la rémunération de la part résiduelle dans les FCT.

Note 26 : Commissions

(En milliers d'euros)

Ventilation par nature	12/2015	12/2014
Commissions (Produits)	9 669	10 643
Commissions clientèles	183	222
Commissions titres	9 361	9 552
Commissions autres	125	869
Commissions (Charges)	(703)	(546)
Commissions établissements de crédit		(109)
Commissions titres	(20)	(15)
Commissions autres	(683)	(422)
Total des commissions	8 966	10 097

Note 27 : Gains ou pertes sur portefeuilles de négociation ou de placement (En milliers d'euros)

Ventilation par nature	12/2015	12/2014
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation	1 359	1 866
Opérations de changes	(2)	(1)
Opérations de taux	1 361	1 867
Total des gains ou perte sur opérations financières	1 359	1 866

Note 28 : Autres produits d'exploitation (En milliers d'euros)

Ventilation par nature	12/2015	12/2014
Autres produits d'exploitation bancaire	77 891	72 667
Produits des prestations accessoires aux contrats de financement	64 552	60 762
Transferts de charges (dt ind. d'assurances reçues sur sinistres véhicules)	13 280	11 720
Autres produits d'exploitation bancaire	59	185
Autres produits d'exploitation	2 221	56
Produits des prestations des activités de service	2 182	8
Autres produits d'exploitation	39	48
Total des autres produits d'exploitation	80 112	72 723

Note 29 : Autres charges d'exploitation (En milliers d'euros)

Ventilation par nature	12/2015	12/2014
Autres charges d'exploitation bancaire	(10 854)	(8 480)
Charges des prestations accessoires aux contrats de financement	(9 268)	(6 263)
Opérations faites en commun	(1 871)	(2 689)
Autres charges d'exploitation bancaire	(4)	(861)
Variation des provisions pour risques et charges d'exploitation bancaire	289	1 333
Autres charges d'exploitation		2 267
Autres charges d'exploitation		(17)
Variation provisions pour risques et charges d'exploitation		2 284
Total des autres charges d'exploitation	(10 854)	(6 213)

Note 30 : Charges générales d'exploitation

(En milliers d'euros)

Ventilation par nature	12/2015	12/2014
Frais de personnel	(47 729)	(45 101)
Salaires et traitements	(69 583)	(70 386)
Charges sociales sur retraites	(9 001)	(7 232)
Autres charges sociales	(27 227)	(26 027)
Participation des salariés	(2 782)	(2 697)
Refacturation des frais de personnel	62 866	62 742
Autres frais de personnel	(2 002)	(1 501)
Autres frais administratifs	(165 393)	(129 294)
Impôts et taxes	(13 773)	(11 462)
Travaux, fournitures et services extérieurs	(60 608)	(59 806)
Commissions non étalables versées au réseau commercial	(126 854)	(96 056)
Variation des provisions sur autres frais administratif	(338)	(402)
Refacturation des frais administratifs	36 180	38 432
Total des autres charges générales d'exploitation (*)	(213 122)	(174 395)
(*) dont honoraires de commissariat aux comptes		
	(199)	(210)

Effectif moyen	12/2015	12/2014
Employés	0	0
Agents de maîtrise	575	557
Cadres	678	665
Contrats à durée déterminée	12	2
Total	1 265	1 224

Note 31 : Coût du risque par catégorie de clientèle

(En milliers d'euros)

Ventilation par nature	12/2015	12/2014
Coût du risque sur opérations de location	(271)	1 123
Dotations aux provisions	(13 361)	(11 823)
Reprises de provisions	13 224	13 775
Abandons de créances	(8 357)	(10 960)
Récupérations sur créances amorties	8 223	10 131
Coût du risque sur opérations de crédit	(93 570)	(90 510)
Dotations aux provisions	(89 182)	(106 541)
Reprises de provisions	119 187	116 920
Abandons de créances	(126 038)	(103 627)
Récupérations sur créances amorties	2 463	2 738
Coût du risque sur autres opérations avec la clientèle	(51)	68
Dotations aux provisions	(45)	
Reprises de provisions	11	123
Abandons de créances	(17)	(55)
Total du coût du risque	(93 892)	(89 319)

Note 32 : Gains ou pertes nets sur actifs immobilisés

(En milliers d'euros)

Ventilation par nature	12/2015	12/2014
Gains ou pertes sur immobilisations financières		236
Gains ou pertes sur immobilisations corporelles	50	
Total des gains ou pertes sur actifs immobilisés	50	236

Note 33 : Impôts sur les bénéfices

La charge d'impôt figurant au compte de résultat représente uniquement l'impôt exigible en France au titre de l'exercice et ne tient pas compte des éventuels actifs ou passifs latents d'impôt.

Diac S.A est également soumise à la contribution exceptionnelle sur l'impôt sur les sociétés dont le taux en vigueur est de 10.7 % ce qui porte son taux d'imposition sur les bénéfices à 38%.

La société est intégrée fiscalement par la société Renault SA. L'impôt comptabilisé correspond à celui qui aurait été supporté par la société en l'absence d'intégration fiscale.

Note 34 : Résultat par secteurs d'activité

(En milliers d'euros)

Ventilation par nature et zones géographiques d'implantation	12/2015	12/2014
Financement Clientèle		
Produit net bancaire	232 297	223 492
Résultat brut d'exploitation	40 984	68 323
Résultat d'exploitation	(14 728)	25 066
Résultat courant avant impôt	(14 728)	25 066
Financement Réseaux		
Produit net bancaire	75 467	79 062
Résultat brut d'exploitation	50 238	56 529
Résultat d'exploitation	12 058	10 467
Résultat courant avant impôt	12 058	10 467
Autres activités		
Produit net bancaire	32 945	49 254
Résultat brut d'exploitation	32 945	49 254
Résultat d'exploitation	32 945	49 254
Résultat courant avant impôt	32 995	49 490
Toutes activités		
Produit net bancaire	340 709	351 808
Résultat brut d'exploitation	124 167	174 106
Résultat d'exploitation	30 275	84 787
Résultat courant avant impôt	30 325	85 023

TABLEAU DES FILIALES ET DES PARTICIPATIONS

Tableau des filiales et des participation

(En milliers d'euros)

Détail des participations dont la valeur excède 1% du capital de la société (en KEUR)	Pays	Capital social	Capitaux propres (hors capital social)	% de détention	Résultats nets du dernier exercice clos
Filiales détenues à + de 50%					
Diac Location	France	29 241	2 932	100,00%	32 944

Renseignements globaux sur toutes les filiales et participations (en KEUR)	Filiales		Participations		Autres sociétés	
	Françaises	Etrangères	Françaises	Etrangères	Françaises	Etrangères
Valeur comptable brute des titres détenus	81 347				96	0
Valeur comptable nette des titres détenus	81 347				96	0
Prêts et avances consentis par la société						
Cautions et avals donnés par la société						
Dividendes encaissés par la société	49 253				1	



HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

31 décembre 2015

HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES ET DE LEUR RESEAU

En Milliers d'Euros	Réseau CAC ERNST&YOUNG				Réseau CAC KPMG				Réseau CAC DELOITTE TOUCHE TOHMATSU				Réseau CAC AUTRES			
	2 015		2 014		2 015		2 014		2 015		2 014		2 015		2 014	
	HT	%	HT	%	HT	%	HT	%	HT	%	HT	%	HT	%	HT	%
1- Honoraires d'audit																
1.1 Commissaires aux comptes, certifications,	165	100%	166	100%	177	100%	187	100%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
1.2 Prestations directement liées à la mission d'audit	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
Total des honoraires	165	100%	166	100%	177	100%	187	100%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
2- Autres prestations																
2.1 Juridique, fiscal, social	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
2.2 Systèmes d'information	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
2.3 Autres (vérification de stock...)	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
Total des autres prestations	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
TOTAL GENERAL	165		166		177		187		0		0		0		0	